

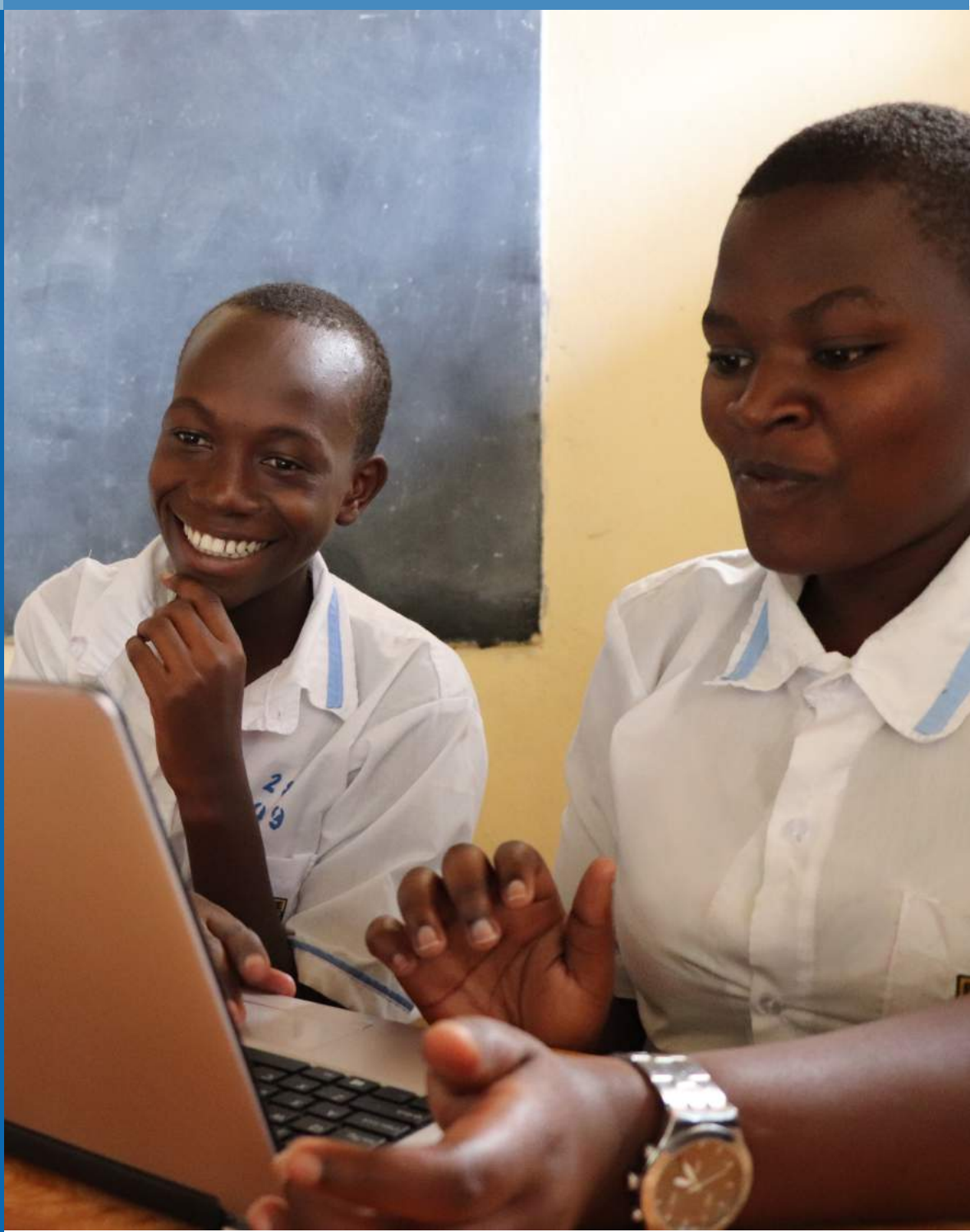


ROYAUME DE BELGIQUE
Service public fédéral
Affaires étrangères,
Commerce extérieur et
Coopération au Développement

Septembre 2021

« DIGITAL FOR DEVELOPMENT » (D4D), ÉTUDE COMPLÉMENTAIRE

Quels sont les développements liés au contexte de la Covid-19 ?



© SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement

Septembre 2021

Évaluation N°S4/2018/04

Copyright photo de couverture : © VVOB Rwanda/Wehubit - Projet SCRATC2H (Rwanda)

Impression : Imprimerie SPF

Dépôt légal : 0218/2021/006

Le rapport final est disponible en format pdf en français, ainsi qu'un résumé en trois langues (français, néerlandais et anglais) sur le site : https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/cooperation_au_developpement/nos_methodes_de_travail/service_evaluation_speciale/rapports ou auprès du Service de l'Évaluation spéciale.

Le rapport final est intitulé comme suit : Service de l'Évaluation spéciale/SES (2021), « *Digital for Development* » (D4D), *Étude complémentaire, Quels sont les développements liés au contexte de la Covid-19 ?*, SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, Bruxelles.

Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et
Coopération au Développement

**Service de l'Evaluation spéciale de la Coopération belge au
Développement**

**'Digital for Development' (D4D), Etude
complémentaire
Quels sont les développements liés au contexte
de la Covid-19 ?**



Christina Castella - Jérémie None - John Cracco – Romane Gérardin

Rapport final

Septembre 2021

L'étude a été menée par EY et a bénéficié de l'appui du Service de l'Evaluation spéciale. Le Service de l'Evaluation spéciale a assuré la conformité de l'étude aux termes de référence.

Les opinions exprimées dans ce document représentent les points de vue des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position du SPF Affaires Etrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

Table des matières

Table des matières	iv
Abréviations et acronymes	v
1. Objectifs, périmètre et démarche de l'étude	1
1.1. Objectifs et périmètre de l'étude	1
1.2. Démarche générale et calendrier	2
1.3. Les travaux réalisés	2
1.4. Les questions évaluatives	3
2. Principaux enseignements de l'étude	5
2.1. Effets de la crise sur les interventions D4D	5
2.1.1. Conséquences de la Covid-19 sur les interventions en cours	6
2.1.2. Effets sur l'intégration du D4D	10
2.2. Prise en compte du digital dans la réponse stratégique de la coopération belge face à la crise Covid-19	17
2.2.1. Une prise en compte stratégique limitée du D4D au niveau de la DGD, mais plus importante au niveau d'Enabel	18
2.2.2. Au niveau de pays récipiendaires : des réponses différenciées surtout orientées sur la dimension sociale	19
2.2.3. Opportunités par/pour le digital pour la coopération belge	20
2.2.4. Menaces induites par/pour le digital pour la coopération belge	24
2.3. Pertinence, efficacité, cohérence, impact et durabilité des interventions D4D dans la réponse à la crise	31
2.3.1. Articulations internes/externes	32
2.3.2. Réponse aux besoins des pays partenaires	33
2.3.3. Impact et durabilité des effets liés à la crise	34
2.4. Moyens mobilisés et coordination en matière de D4D (efficience)	36
3. Conclusions et leçons apprises	41
3.1. Conclusions spécifiques à l'étude	41
3.2. Conclusions partagées avec la précédente évaluation D4D	42
4. Recommandations	43
5. Annexes	46
5.1. Entretiens réalisés en/depuis la Belgique	46
5.2. Entretiens réalisés dans le cadre des approfondissements	47
5.3. Analyses des profils de répondants aux enquêtes	48

Abréviations et acronymes

ACNG	Acteur de la Coopération non gouvernementale
ACP	(pays) Afrique Caraïbes Pacifique
AFD	Agence française de développement
AI	Acteur institutionnel
CNCD- 11.11.11.	Centre national de coopération au développement
D4D	Digital for Development
DGD	Direction-Générale Coopération au Développement et Aide humanitaire
ECMS	Education à la Citoyenneté mondiale et solidaire
EdTech	Technologies de l'Éducation (Education Technologies)
ODD	Objectif de Développement Durable
OSC	Organisation de la Société Civile
PMA	Pays les moins avancés
SES	Service de l'Évaluation spéciale
(N)TIC	(Nouvelle) Technologie de l'Information et de la Communication
TPME	Très Petites et Moyennes Entreprises
TTE	(programme) Teacher Training and Education
UE	Union européenne
UNCDF	Fonds d'équipement des Nations Unies (UN Capital Equipment Fund)

1. Objectifs, périmètre et démarche de l'étude

1.1. Objectifs et périmètre de l'étude

Objectifs

Dans le prolongement de l'évaluation « *Digital for Development* », le Service de l'Evaluation spéciale (SES), d'un commun accord avec les membres du comité d'accompagnement, a exprimé l'intérêt d'une étude additionnelle visant à considérer les développements liés à la pandémie de la Covid-19, qui a émergé à la fin de l'évaluation.

Les objectifs de cette étude sont les suivants :

- ▶ **Fournir des éléments d'analyses et d'évaluations sur la mobilisation du D4D en temps de Covid-19** d'une part, **et sur l'effet de la crise au niveau des interventions D4D** d'autre part (interventions en cours/ nouvelles interventions) ;
- ▶ **Tirer des enseignements de l'expérience en cours de mobilisation du D4D, et formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles** à partir de ces éléments d'analyse et des leçons apprises. Ces recommandations seront utiles à la fois :
 - pour mieux comprendre l'impact de la crise sur les stratégies de digitalisation dans les pays d'interventions et identifier les effets de la crise sur la mise en œuvre de projets intégrant des composantes digitales ;
 - pour améliorer, au travers du rôle et des opportunités offertes par le D4D, la stratégie de réponse de la Coopération et de l'Aide humanitaire belge aux défis posés par la pandémie de la Covid-19 ;
 - pour renforcer les interventions D4D et définir les meilleures préconisations pour les rendre plus utiles et plus efficaces en période de la Covid-19.

Périmètre

Le périmètre retenu est précisé comme suit :

- ▶ **Sur un plan temporel**, l'étude prend en considération les développements récents depuis l'émergence de la crise liée à la Covid-19 (début 2020), en veillant à bien isoler les changements induits par la crise Covid-19.

L'évaluation a interrogé et consulté une diversité d'acteurs, du siège de Belgique et sur le terrain parmi lesquels des acteurs de la coopération gouvernementale, de la coopération non gouvernementale (OSC, AI), de l'aide humanitaire, de l'aide au secteur privé (BIO) et de l'Education à la Citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS).

- ▶ **Sur un plan géographique**, l'étude couvre de manière transversale l'ensemble des pays/secteurs d'intervention de la coopération belge tout en réalisant trois approfondissements dont deux au niveau pays (Ouganda et Sénégal).
- ▶ **Sur le plan thématique**, l'étude couvre de manière transversale les différents canaux de la coopération et domaines d'intervention utilisant le D4D en réponse à la crise Covid-19. En sus des études de cas pays, un approfondissement thématique a été effectué dans le domaine de l'ECMS.

1.2. Démarche générale et calendrier

L'évaluation a suivi une démarche structurée autour de 2 grandes phases :

- ▶ **Une phase de lancement et de collecte** : incluant une revue documentaire en continu, des entretiens avec des acteurs belges basés à Bruxelles (Cabinet de la Ministre, DGD, Enabel, Wehubit, BIO, fédérations ACNG, ACNG), deux enquêtes (l'une à destination des acteurs de la coopération gouvernementale, l'autre dédiée aux acteurs de la coopération non gouvernementale) et trois approfondissements (2 études de cas pays au Sénégal et en Ouganda, 1 étude de cas thématique liée à l'éducation à la citoyenneté mondiale).
- ▶ **Une deuxième phase d'analyse, de rédaction et de finalisation** : donnant lieu à la remise d'un projet d'étude, dont les conclusions provisoires et pistes de recommandations ont fait l'objet d'échanges lors d'une réunion de comité d'accompagnement et à une étude finale intégrant les commentaires reçus.

PHASES	ETAPES	Rapports, réunions et dates
1- Lancement et collecte Novembre 2020-Mars 2021	▶ Collecte/revue documentaire en continu ▶ Entretiens avec des acteurs de la coopération belge basés à Bruxelles ▶ Enquêtes : préparation (contenu, protocole/liste contacts traduction), tests et déploiement ▶ Trois approfondissements (2 études de cas pays et 1 étude de cas thématique)	Points de suivi avec le SES : 6 janvier, 5 mars et 19 avril 2021
2- Analyse, rédaction et finalisation Avril 2021-Juillet 2021	▶ Analyses, rédaction de l'étude et remise d'un projet d'étude ▶ Présentation des conclusions provisoires ▶ Comité d'accompagnement ▶ Prise en compte des commentaires dans une version révisée de l'étude	Remise du projet de rapport d'étude : 27 avril 2021 Comité d'accompagnement : 23 juin 2021 Etude révisée : 21 juillet 2021

Cette méthode a souhaité capitaliser sur l'approche retenue lors de la précédente évaluation (en réinterrogeant plusieurs parties prenantes et en réalisant à nouveau une étude de cas en Ouganda afin d'assurer un suivi), tout en incluant une autre étude de cas pays (Sénégal) et en veillant à bien équilibrer dans les analyses le poids relatif aux acteurs de la coopération gouvernementale et à ceux de la coopération non gouvernementale (une enquête dédiée pour chacun de ces acteurs, une étude de cas relative à l'Education à la citoyenneté mondiale mettant en avant le rôle des ACNG). Les conclusions de cette étude font aussi un suivi des enjeux qui persistent par rapport à la précédente évaluation.

1.3. Les travaux réalisés

- ▶ **Entretiens réalisés en/depuis la Belgique : 18 personnes interrogées à travers 12 entretiens** individuels et groupés, à la fois avec les acteurs gouvernementaux (DGD/SPF Affaires étrangères, Cabinet de la Ministre), des opérateurs et instruments

de la coopération belge (Enabel, BIO) concernés par la mise en œuvre du D4D, des acteurs chargés de la mise en œuvre d'initiatives phares D4D (Wehubit), des acteurs de la coopération non gouvernementale (ACODEV, ngo-federatie, CNCD-11.11.11).

Le détail des entretiens réalisés est présenté en Annexe 4.1. du présent rapport.

Trois approfondissements : dont deux à l'échelle pays (Ouganda, Sénégal) et un au niveau thématique (éducation à la citoyenneté mondiale). Ces approfondissements ont compris **10 entretiens individuels ou groupés** (dont 2 groupes de discussion avec des ACNG) permettant d'interroger **24 personnes** (incluant des Chefs de coopération de l'Ambassade, Représentant Enabel et/ou Expert D4D, des ACNG).

Le détail des entretiens réalisés est présenté en Annexe 4.2. du présent rapport.

- ▶ **Trois points de suivi avec le Service de l'Evaluation spéciale de la Coopération belge au développement.**
- ▶ **Une revue documentaire** : d'une part, au niveau stratégique (depuis les sièges et à l'échelle pays) ; d'autre part, au niveau des projets.
- ▶ **Deux enquêtes en ligne** (en français, néerlandais et anglais) auprès d'une part des acteurs de la coopération gouvernementale (DGD/Ambassade, Enabel siège et terrain) et de la coopération non gouvernementale (Organisations de la société civile (OSC), acteurs institutionnels). Le nombre de répondants a été de 108 au total dont 47 au titre de l'enquête auprès des acteurs de la coopération gouvernementale et 61 via l'enquête auprès des ACNG. *L'analyse du profil des répondants aux deux enquêtes est présentée en Annexe 4.3. du présent rapport.*

1.4. Les questions évaluatives

Pour répondre aux objectifs de l'étude et aux attentes formulées, les questions suivantes ont été retenues, portant à la fois sur un niveau stratégique (stratégie D4D, stratégies de réponses aux défis posés par la pandémie, mécanismes...) et sur un niveau plus opérationnel (interventions et projets).

EFFETS de la crise sur les interventions D4D

- 1-** Quelles conséquences (positives / négatives) la pandémie de covid-19 a-t-elle eu sur les interventions D4D de la coopération belge ? (dans leur dimensionnement, rythme d'exécution, nouvelles interventions, additionnalité par rapport à un contexte non Covid-19, etc) ? La crise a-t-elle conduit à une accélération/ une augmentation des projets D4D ? A-t-elle conduit à une inflexion dans leurs objectifs ou dans les conditions de mise en œuvre des projets ?
- 2-** Le digital a-t-il été utilisé par les acteurs de la coopération belge dans les mesures d'adaptation prises pour répondre aux défis posés par la pandémie et permettre la continuité/ la poursuite des projets de développement ? Dans quelle mesure le digital a-t-il permis d'atténuer les effets de la Covid-19 sur la bonne mise en œuvre des projets et l'atteinte des résultats de développement escomptés ?

PERTINENCE (stratégie)

- 3-** Dans quelle mesure le Digital constitue-t-il un levier pertinent pour répondre aux besoins, opportunités et défis liés à la Covid-19 dans les pays en développement (incluant les partenaires et bénéficiaires) et aux priorités de la coopération belge ? Y a-t-il des bonnes pratiques ? La crise de la Covid-19 a-t-elle fait émerger (ou rendu plus apparents) des risques spécifiquement liés au digital ? (ex : exclusion)
- 4-** Dans quelle mesure le D4D constitue-t-il, en période de pandémie de la Covid-19, une opportunité et/ou une menace/un risque pour la Coopération belge, notamment

dans sa mobilisation en faveur du concept de « Laisser personne de côté » (*Leave no one behind*) et dans la prise en compte des enjeux genre ?

- 5-** La réponse stratégique de la DGD liée à la pandémie de la Covid-19 considère-t-elle de manière suffisante les potentialités offertes par le D4D et les solutions numériques ? Tient-elle suffisamment compte des risques liés au digital ? Dans quelle mesure le D4D doit-il être priorisé (en tant que levier ou domaine d'intervention) en temps de crise Covid-19 ?

PERTINENCE, EFFICACITE, COHERENCE, IMPACT ET DURABILITE des interventions D4D dans la réponse à la crise

- 6-** Dans quelle mesure le D4D a-t-il jusqu'ici constitué un levier stratégique et opérationnel effectivement activé par la coopération belge et ses différents acteurs face aux défis posés par la pandémie Covid-19 ?
- 7-** En temps de crise Covid-19, quelles interventions D4D (dans un contexte de développement / humanitaire) la coopération belge privilégie-t-elle, par acteurs / canaux (ou gagnerait à le faire à l'avenir) ?
- 8-** Y a-t-il des articulations internes / externes incluant du D4D (au niveau des sièges / sur le terrain) pour répondre à la crise Covid-19 ? (notamment d'autres partenaires techniques et financières bilatéraux, européens ou multilatéraux)
- 9-** Les interventions D4D de la coopération belge liées à la Covid-19 répondent-elles aux besoins des pays partenaires (incluant partenaires et bénéficiaires) ? Sont-elles fondées si le contexte revient à la normale ?
- 10-** Quels sont les résultats et impacts (réels / espérés) des interventions D4D en temps de crise ? Quelles sont les chances de durabilité dans un contexte ultérieur ? La crise a-t-elle favorisé le processus de capitalisation ?
- 11-** Le D4D a-t-il eu un effet positif sur la réponse à la crise, pour en atténuer les effets ou pour accélérer des résultats de développement attendus ?

EFFICIENCE

- 12-** La crise Covid-19 a-t-elle nécessité un investissement additionnel lié au D4D ?
- 13-** Le cas échéant, lesquels ? Sont-ils justifiés ? (*value for money*, durabilité de l'investissement)

2. Principaux enseignements de l'étude

2.1. Effets de la crise sur les interventions D4D

Q1 : Quelles conséquences (positives / négatives) la pandémie de Covid-19 a-t-elle eu sur les interventions D4D de la coopération belge ? (dans leur dimensionnement, rythme d'exécution, nouvelles interventions, additionnalité par rapport à un contexte non Covid-19, etc) ? La crise a-t-elle conduit à une accélération/ une augmentation des projets D4D ? A-t-elle conduit à une inflexion dans leurs objectifs ou dans les conditions de mise en œuvre des projets ?

Q2 : Le digital a-t-il été utilisé par les acteurs de la coopération belge dans les mesures d'adaptation prises pour répondre aux défis posés par la pandémie et permettre la continuité/ la poursuite des projets de développement ? Dans quelle mesure le digital a-t-il permis d'atténuer les effets de la Covid-19 sur la bonne mise en œuvre des projets et l'atteinte des résultats de développement escomptés ?

Q7 : En temps de crise Covid-19, quelles interventions D4D (dans un contexte de développement / humanitaire) la coopération belge privilégie-t-elle, par acteurs / canaux (ou gagnerait à le faire à l'avenir) ?

Principaux constats et conclusions

- ▶ Au niveau des acteurs de la coopération gouvernementale, **la crise Covid-19 a eu des impacts notamment en termes de rythme d'exécution des projets incluant une composante digitale** : ces derniers ont en grande majorité été retardés, voire temporairement suspendus. La même tendance est observée au niveau de la coopération non-gouvernementale.
- ▶ Le digital a été davantage mobilisé par les acteurs quels qu'ils soient, avec toutefois une accélération plus marquée dans la mise en œuvre des interventions D4D pour la coopération non-gouvernementale. Le digital a permis en premier lieu de continuer et poursuivre les activités pour les projets en cours, ainsi que dans un second temps de répondre à des besoins émergents.
- ▶ **L'accentuation du recours au digital s'est opérée majoritairement au profit du domaine du renforcement de capital humain, et la création et/ou l'utilisation d'outils digitaux**, tant pour des projets déjà existants et intégrant une dimension digitale que pour de nouvelles activités. La crise semble donc avoir eu un effet catalyseur à plusieurs niveaux en renforçant la composante digitale des interventions déjà relativement digitalisées, ainsi qu'en favorisant l'émergence de nouvelles activités et interventions digitales inexistantes auparavant.
- ▶ **Cette accentuation de l'intégration du digital dans les interventions en cours ne s'est toutefois pas opérée de manière uniforme et homogène** et convient également d'être relativisée quant à ses impacts finaux.

- La riposte au niveau des pays d'intervention de la coopération belge s'est opérée au cas par cas mais va vers **une tendance globale de plus fort recours au D4D** (par exemple en Ouganda avec la réorientation de ressources du Bridging Programme en faveur du D4D).

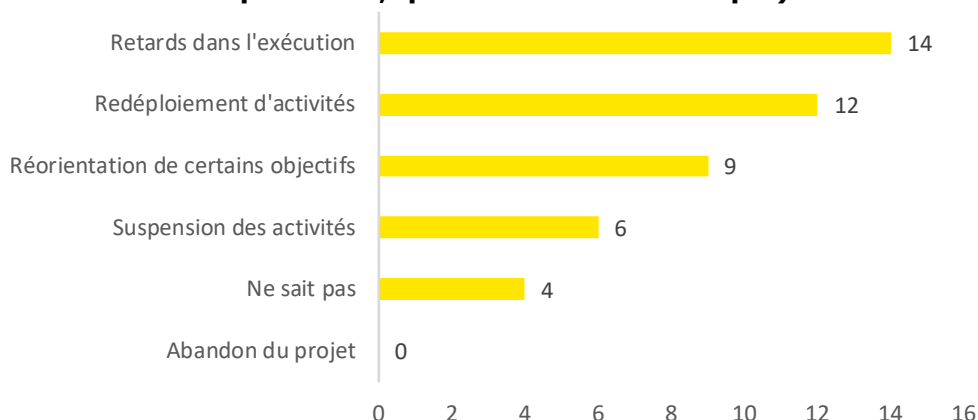
2.1.1. Conséquences de la Covid-19 sur les interventions en cours

Au niveau des acteurs de la coopération gouvernementale : des conséquences de la crise Covid-19 majoritairement sous forme de retards d'exécution des projets et de redéploiement d'activités, résultant en une mobilisation accrue du volet digital des interventions D4D afin de permettre une poursuite d'activité

De l'avis global des acteurs gouvernementaux interrogés via les différents outils de collecte (entretiens, focus groups, enquête), **la crise a eu des conséquences notamment en termes d'adaptation des projets en cours et ce, de façon différenciée selon les pays d'intervention et les acteurs**. Enabel a ainsi été impactée à la fois dans le rythme d'exécution de ses interventions (une grande majorité de projets ont été retardés du fait de problèmes organisationnels : impossibilité de déplacements, cas de quarantaine, etc.) et dans la mise en œuvre de ses marchés publics, où des retards ont également été constatés du fait notamment de la fermeture des frontières aériennes¹. Ces impacts valent à la fois pour le siège en Belgique et les équipes locales dans les pays partenaires, ces derniers étant toutefois touchés de façon inégale par la crise sanitaire.

Plus spécifiquement, la majorité des acteurs de la coopération gouvernementale interrogés via l'enquête (70%) a observé des conséquences de la crise Covid-19 sur les interventions en cours, tandis que 20% ne se prononcent pas et seulement 10% n'observent aucune conséquence. D'après ces mêmes acteurs, ces conséquences se matérialisent principalement sous forme de **retards dans l'exécution** : parmi les 25 répondants à la question correspondante (Q5, question à choix multiple), une majorité (14) ont témoigné d'un retard dans l'exécution. 12 personnes (près de la moitié) ont également constaté un redéploiement d'activité, 9 personnes une réorientation des objectifs (un peu plus d'un tiers) et 6 personnes (près d'un quart) une suspension d'activité. Aucun abandon de projet n'a cependant été à déplorer dans les domaines de travail des répondants. 22 personnes n'ont pas répondu à la question, et 4 ont indiqué ne pas savoir.

Figure 1 Conséquences de la crise Covid-19 sur la mise en œuvre des interventions D4D chez les acteurs de la coopération gouvernementale (Q5, 25 répondants, question à choix multiple)

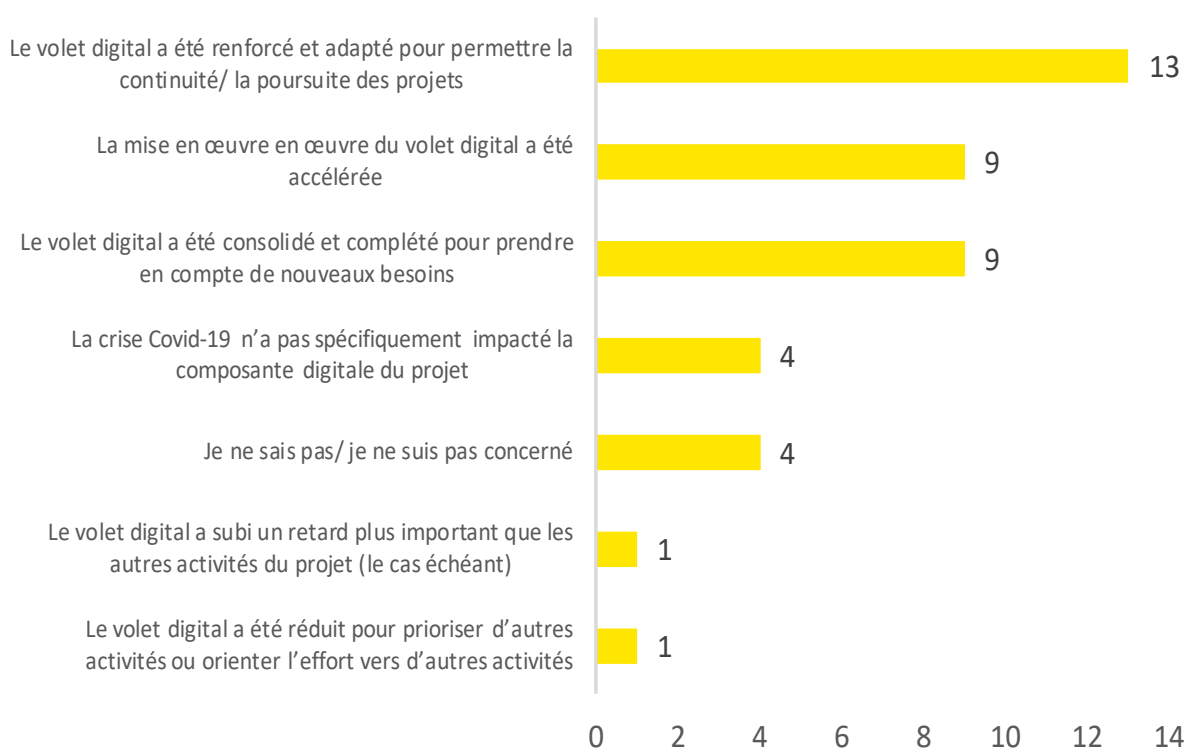


Source : Enquête ACG – Elaboration EY

¹ Evaluation de la riposte d'Enabel à la pandémie de COVID-19 – Analyse globale, Enabel, décembre 2020

A la suite de la crise sanitaire et ses conséquences, **le volet digital des interventions D4D a été davantage mobilisé**, en premier lieu pour permettre une continuité et poursuite des projets engagés : 13 personnes (soit presque la moitié des réponses exprimées, les répondants ayant la possibilité de sélectionner plusieurs réponses) ont témoigné en ce sens. Ainsi, la DGD a adapté ses activités et ses programmes afin de permettre une certaine continuité d'activités : le digital a été intégré dans le cadre de programmes d'appui au secteur privé via le développement d'activités de coaching en ligne (Trade for Development Center mis en œuvre par Enabel) et d'organisation de webinaires (Ex-Change-Expertise ASBL). Le volet digital des interventions d'acteurs de la coopération gouvernementale a aussi été consolidé et complété pour prendre en compte de nouveaux besoins (9 réponses en ce sens, soit un tiers), ceci étant constaté dans une même proportion que l'accélération de la mise en œuvre du volet digital (9 répondants également). Néanmoins, 4 personnes sur 28 estiment que la crise Covid-19 n'a pas eu de conséquences particulières sur la composante digitale des projets. 19 personnes n'ont pas répondu à la question, et 4 personnes ont indiqué ne pas savoir.

Figure 2 Conséquences de la crise Covid-19 sur la composante digitale des interventions D4D chez les acteurs de la coopération gouvernementale (Q6, 28 répondants, question à choix multiple)



Source : Enquête ACG – Elaboration EY

Au niveau des acteurs de la coopération non gouvernementale : la même tendance générale est observée en termes de conséquences de la crise sanitaire et de mobilisation de la composante digitale, avec néanmoins des observations d'impacts de la crise et des suspensions d'activités plus fréquentes

De même que leurs collègues de la coopération gouvernementale, **les acteurs de la coopération non gouvernementale ont en grande majorité observé des conséquences de la Covid-19 sur les interventions** en cours et ceci, dans une plus grande proportion (87%). Ils ont également un avis plus tranché sur la question : 10% seulement des répondants ne se prononcent pas, et 3% n'observent aucune conséquence.

Par ailleurs, la conséquence la plus fréquente sur la mise en œuvre des interventions est également un **retard dans l'exécution** : 18 sur 29 répondants à la question correspondante Q5 (soit 62% des réponses exprimées) ont témoigné en ce sens, rejoignant ainsi la même tendance que chez les acteurs de la coopération gouvernementale dans une proportion néanmoins plus importante. 14 personnes ont également évoqué un **redéploiement d'activité**, ainsi que des réorientations d'objectifs pour 10 d'entre elles. Cependant, alors que les suspensions d'activité ne constituaient que la quatrième conséquence en termes d'importance chez les acteurs de la coopération gouvernementale (24% des réponses exprimées), elles montent à 38% pour les acteurs de la coopération non-gouvernementale et se classent ainsi au troisième rang des conséquences observées.

La crise semble avoir eu des conséquences sur tous les domaines d'activité des acteurs rencontrés, en témoigne le focus group organisé avec les acteurs de la coopération non-gouvernementale en Ouganda :

- ▶ Certaines OSC ont vu leurs activités principales **suspendues** dans un premier temps du fait de l'interdiction de déplacements et réunions collectives : c'est le cas de l'OSC VVOB Education for Development, œuvrant dans le secteur de la formation appliquée de l'agriculture où les travaux pratiques et les sessions de formation terrain dans les champs ont dû être suspendus. C'est également le cas d'Africalia, OSC du secteur culturel qui a vu ses festivals annulés, ainsi que BarefootLaw œuvrant dans le secteur légal qui a dû suspendre ses activités de formation et médiation collectives.
- ▶ D'autres OSC ont vu leurs activités fortement **contraintes** du fait de l'interdiction de déplacements, comme l'OSC Rikolto qui met en relation paysans producteurs, acteurs de la chaîne alimentaire et consommateurs urbains

Les conséquences de la crise se sont cependant montrées particulièrement **prégnantes vis-à-vis des actions collectives de sensibilisation, mobilisation et formation des acteurs de l'Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire** : la quasi-totalité de ces activités ont été suspendues dès le premier confinement au printemps 2020 du fait du caractère présentiel de ces activités, et un effort général a été constaté afin de basculer les cours, séances de sensibilisation, médiation etc en ligne, permettant par là une certaine continuité d'action néanmoins plus ou moins efficiente selon les activités concernées.

Focus Education à la Citoyenneté mondiale : des impacts de la crise différenciés et à plusieurs niveaux

Du fait de la multiplicité de ses activités et canaux d'action, le domaine de l'Education à la Citoyenneté mondiale s'est vu impacter de façon différenciée et à plusieurs niveaux, impliquant par là une nécessité de riposte multiforme et adaptée à chaque activité.

- ▶ **Les activités de plaidoyer et sensibilisation** ont été les moins touchées en termes d'impact de la crise sanitaire. Ces activités étaient en effet parfois déjà avancées en termes de digitalisation et si tel n'était pas le cas, cette dernière s'est opérée sans grands heurts du fait de l'adéquation des activités avec le passage au digital. La sensibilisation passe en effet majoritairement par des actions de communication sans nécessité d'interactions avec le public et de retour de ce dernier : les outils digitaux de communication déjà existants (newsletter, posts sur les réseaux sociaux etc) ont donc perduré voire ont été renforcés tandis que les événements grands publics, s'ils ont tous été annulés dans un premier temps, se sont rapidement vus basculer en format numérique grâce à des outils de vidéo-conférence (Zoom, Facebook Live, etc).
- ▶ **Les activités de formation** ont quant à elles été plus impactées par la crise et se sont montrées dans un premier temps moins résilientes et adaptables. Toutes les sessions de formation en présentiel ont en effet été annulées et leur passage au digital a nécessité de longs mois de gestation du fait de deux facteurs

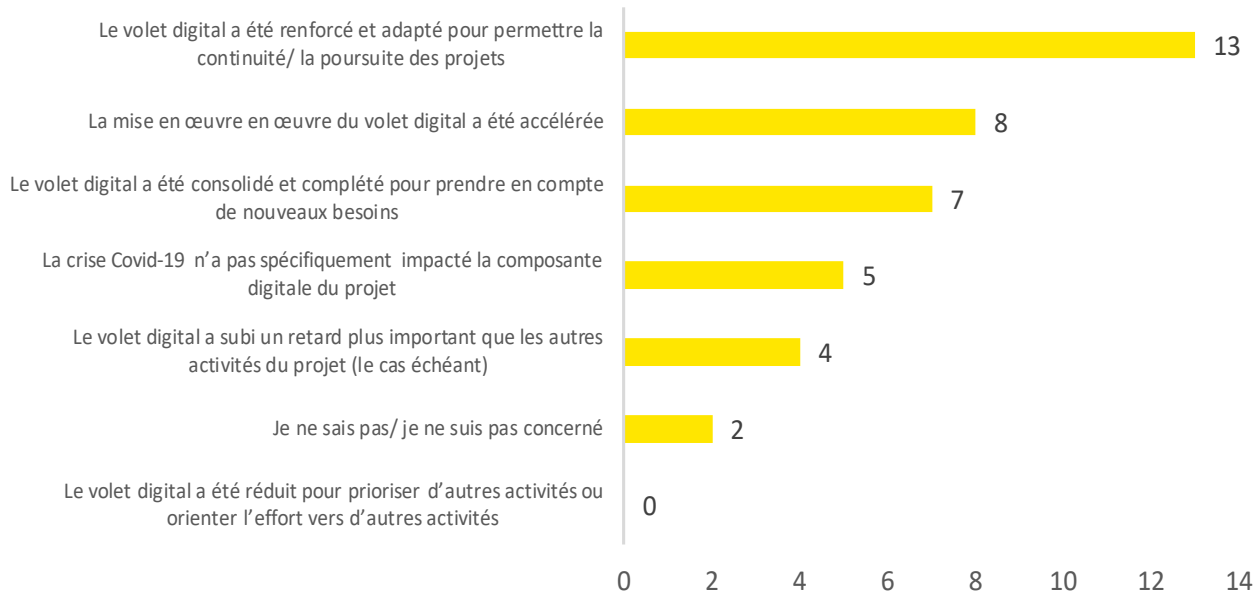
principaux, le premier étant une forme d'attentisme et d'incertitude au début de la crise (la plupart des acteurs était en effet dans l'attente que la crise passe) et le deuxième étant, quand les acteurs ont pris conscience que la crise s'inscrivait dans la durée, la difficulté de construction de formations entièrement digitales nécessitant de repenser toute la pédagogie ainsi qu'un coût humain et parfois financier conséquent.

- Enfin, **les activités de mobilisation** ont été les plus touchées du fait des limites du digital dans les activités de co-construction, interactions, et mobilisation de façon générale. Ces activités consistent en effet souvent en des réunions collectives sur site (écoles notamment), groupes de travail, ateliers de co-constructions, actions de terrain de mobilisation etc qui impliquent sinon un présentiel du moins des interactions poussées et dynamiques avec le public, ce que le recours au digital ne permet que dans une certaine mesure.

Source : Entretiens réalisés dans le cadre de l'étude de cas thématique ECMS

Concomitamment et en réponse à ces impacts sur les activités en cours, une **mobilisation accrue du volet digital des interventions D4D a pu être observée dans une proportion équivalente à l'autre enquête** : presque la moitié des répondants à la question (13 répondants, 43%) ont témoigné d'un renforcement et d'une adaptation du volet digital, tandis qu'un quart a évoqué une accélération et une consolidation de ce même volet digital (8 et 7 répondants, soit 27% et 23% des réponses exprimées respectivement). De même que pour les acteurs de la coopération gouvernementale, le renforcement du digital a été opéré en premier lieu pour permettre la continuité et la poursuite des projets dans des situations de confinement, travail à distance etc.

Figure 3 Conséquences de la crise Covid-19 sur la composante digitale des interventions D4D chez les acteurs de la coopération non-gouvernementale (Q6, 30 répondants, question à choix multiple)



Source : Enquête ACNG – Elaboration EY

Focus sur les projets du programme Wehubit : un impact variable sur les interventions

Le programme d'Enabel *Wehubit* consiste en un soutien financier à dix-huit projets numériques implantés dans des pays partenaires de la Belgique et portant sur des sujets variés (autonomisation des femmes, compétences digitales, agriculture intelligente, etc).

Il a comme objectif d'appuyer la mise à l'échelle (*scaling-up*) d'innovations sociales numériques. Il comporte deux composantes principales :

- ▶ Fonds compétitif : l'identification des initiatives les plus prometteuses dans les pays partenaires de la coopération belge et leur appui financier
- ▶ Agir comme un hub à travers la création et facilitation d'un réseau de partage de connaissances sur l'innovation sociale numérique

Dès mars 2020, les porteurs de projets ont été contactés par Wehubit pour faire un point sur les répercussions possibles de la crise sur les interventions en cours. La possibilité d'adapter leurs activités, de mettre en suspens (temporairement) les conventions de subsides et d'étendre la mise en œuvre de leur projet avec un délai maximum de mars 2023 leur a été offerte.

Au total, les projets ont été impactés de manière variable par la crise :

- ▶ **La plupart des projets** ont souhaité et pu maintenir leur calendrier d'exécution.
- ▶ **D'autres projets (3) ont voulu étendre de 6 mois leurs activités** comme celui de BarefootLaw en Ouganda où les activités de lobbying auprès des autorités locales et la tenue d'ateliers ont été reprogrammées à des dates ultérieures. Les programmes Tabeer en Palestine et Medcapt en République Démocratique du Congo ont également eu des reports d'activités. Certaines activités du programme « Inclusion des femmes et des jeunes » dans la planification et la gouvernance locale par les TIC au Mali ont été aussi retardées du fait de l'interdiction de réunions et de formations au numérique en présentiel.
- ▶ Les 5 nouveaux projets retenus dans le cadre de l'appel à projets « compétences numériques » ont **démarré plus tard qu'initialement prévu**.
- ▶ Certains projets ont dû **suspendre leurs actions principales** : c'est le cas du programme Gaza Sky Geeks en Palestine dont le but est de former des cohortes d'étudiants pendant six mois de cours et travaux au codage informatique, et où les classes en présentiel ont ainsi dû être suspendues. D'autres programmes ont également souffert de l'interdiction de réunions en présentiel mais également de l'indisponibilité des partenaires nationaux du fait de la crise, comme par exemple le programme Sancotic (Santé communautaire et TIC) au Burkina Faso qui a vu ses activités clés suspendues (ateliers de création de contenu notamment) ainsi que son dialogue avec les interlocuteurs du Ministère de la Santé se compliquer du fait de l'indisponibilité de ces derniers, occupés à la gestion de la crise sanitaire.

Les retards observés en termes de rythme d'exécution peuvent parfois être expliqués par des facteurs externes : ainsi, les 5 projets ayant pris le plus de retard sont des projets s'intégrant dans les dispositifs locaux et nécessitant par là des processus de validation par les agents des ministères nationaux, pouvant expliquer une certaine lenteur de mise en œuvre.

2.1.2. Effets sur l'intégration du D4D

La crise a eu des conséquences sur la mobilisation du volet digital des interventions D4D qui s'est accrue majoritairement au profit du domaine du renforcement de capital humain et la création et utilisation d'outils digitaux

La pandémie de la Covid-19 a renforcé l'utilisation des outils et approches numériques.

Dans le domaine humanitaire, l'on peut citer, à titre d'exemple, les transferts monétaires via téléphone, l'utilisation de la biométrie pour l'enregistrement et l'indentification

humanitaire, l'évaluation des besoins des plus vulnérables via enquêtes mobiles, qui ont déjà fait leur preuve dans les contextes où l'accès est difficile. Ces outils étaient déjà largement présents et utilisés, et la Belgique a par le passé soutenu ces divers instruments innovants par des contributions directes et soutient également indirectement leur usage, notamment via des contributions non affectées aux ressources générales des organisations humanitaires.

Par ailleurs, d'après les deux enquêtes menées auprès des acteurs de la coopération gouvernementale et non-gouvernementale, cette accentuation est majoritairement axée sur du **renforcement de capital humain pour les bénéficiaires** (65% des réponses exprimées pour les acteurs de la coopération gouvernementale et 69% pour les acteurs de la coopération non-gouvernementale) passant par des plateformes d'e-learning, activités numériques d'éducation à la citoyenneté mondiale, etc, **et la mise en place d'outils numériques** (83% des réponses exprimées pour les acteurs de la coopération gouvernementale et 54% pour les acteurs de la coopération non-gouvernementale).

Figure 4 Exemples d'interventions de la coopération belge gouvernementale (en haut) et non-gouvernementale (en bas) en réponse à la crise Covid-19 (question à choix multiple)



Source : Enquêtes ACG Q9 (23 répondants) et ACNG Q9 (26 répondants) – Elaboration EY

Le but premier de ces actions en réponse à la crise a été **d'atténuer les effets de cette dernière en permettant via le digital une poursuite de l'activité et des interventions**. Les acteurs ont en effet été contraints d'adapter toutes les activités en présentiel (notamment les OSC dont les composantes terrain constituent parfois le cœur de leur activité) afin de permettre une continuité de leurs projets et ce, quel que soit le secteur d'activité.

Focus L'intégration et/ou renforcement d'outils numériques dans les projets D4D

Les projets D4D ont majoritairement intégré et/ou renforcé leur composante digitale via l'utilisation d'outils numériques dans le but de continuer leur activité :

- ▶ Le projet Wehubit **BarefootLaw**, centré sur le soutien légal aux populations vulnérables du nord de l'Ouganda, a ainsi développé des outils digitaux afin de pouvoir poursuivre son activité de médiation et formation, interrompue par le confinement. Des actions de sensibilisation centrées notamment sur les violences domestiques ont ainsi été diffusées par radio et un soutien spécifique a été mis en place via les outils digitaux et les réseaux sociaux (groupes de soutien, espace d'échanges, etc). La digitalisation de ces activités a été rendue d'autant plus nécessaire qu'elle constituait dès lors, dans ce contexte de confinement où l'accès aux services légaux était fortement restreint, un des rares moyens pour la population ougandaise d'avoir accès à ce type de services.
- ▶ L'OSC **VVOB Education for Development** en Ouganda vise à former et renforcer la formation professionnelle de professeurs et d'étudiants en agriculture afin de développer de manière plus efficiente ce secteur qui constitue l'une des bases de l'économie ougandaise. Suite à l'interdiction de classes en présentiel et de travaux pratiques dans les champs, le VVOB a rapidement dû s'adapter en digitalisant les cours et réunions (via des outils numériques type Zoom) et en créant une plateforme à destination des élèves permettant le partage de documents et le travail collaboratif.
- ▶ Dans le secteur de la culture, le digital a également permis de poursuivre dans une certaine mesure la programmation culturelle. L'OSC **Africalia** par exemple, rencontrée dans le cadre du focus group des acteurs de la coopération non-gouvernementale en Ouganda, a ainsi dû annuler plusieurs des festivals qu'elle soutenait mais a également pu en organiser certains entièrement en ligne. D'autres projets ont également renforcé leur composante digitale dans un but de répondre à de nouveaux besoins :
- ▶ Ces besoins peuvent être liés à la nécessité de sensibilisation et communication autour de la pandémie : c'est le cas du projet **Wehubit « Technologies civiques et gouvernance locale »** au Mali, qui vise à permettre aux jeunes et aux femmes une meilleure intégration dans la vie politique locale grâce aux NTIC et à l'instauration d'une véritable communauté numérique inclusive. Dans le cadre de la riposte à la Covid-19, une campagne de sensibilisation sur l'importance des gestes barrières a été diffusée sur les réseaux sociaux (Facebook notamment) sous la forme d'une série de trois petits épisodes vidéos² de dessins animés dont la cible est les jeunes produits par le projet et semble avoir rencontré un certain succès : le canal Facebook a touché, à lui seul plus de 130 000 personnes. Un autre projet Wehubit s'inscrit également dans cette tendance : celui en partenariat avec **Farm Radio International** au Sénégal, visant à accroître l'utilisation de services de conseil en matière d'agriculture intelligente par le biais notamment d'outils numériques tels que les radios et la téléphonie mobile. Durant la période de pandémie, les radios de ce projet ont également été

² Accessibles au lien suivant : <https://www.youtube.com/watch?v=8zpFXGVXpjk&t=17s>

usitées afin de transmettre des messages de sensibilisation et de prévention face à la Covid-19. Enfin, le projet mené par le **Gret** au Burkina Faso vise à mettre en place une plateforme de formation en ligne dotée de contenu à destination des agents de santé à base communautaire (environ 17 000 agents sont concernés par ce dispositif). De façon générale, les projets Wehubit ayant connu une adaptation de leur mise en œuvre et activités sont essentiellement des projets ayant trait aux solutions numériques diffusant des informations.

- ▶ Ces nouveaux besoins peuvent également découler de contraintes liées au confinement lui-même, tels que la restriction de déplacements. En Ouganda, l'OSC **Rikolto** met en relation les acteurs des chaînes alimentaires et les paysans ruraux afin d'aider ces derniers à s'intégrer dans les chaînes de valeur locales et s'émanciper économiquement et vise également à fournir aux habitants urbains des produits alimentaires sains et durables. Du fait du confinement, les consommateurs urbains (Kampala notamment) n'avaient plus accès à de tels produits et l'OSC a décidé d'introduire la livraison à domicile de paniers de produits fermiers via une commande sur un site internet spécifique, ce qui est très novateur dans un pays tel que l'Ouganda où la commande sur internet et la livraison à domicile n'existaient pas vraiment auparavant.

Si tous les secteurs d'activité identifiés lors des entretiens et focus groups semblent avoir eu recours au digital pour garantir la continuité de leurs activités (outils digitaux pour le télétravail, réunions à distance, etc), certains secteurs ont fait montre d'une digitalisation plus poussée en intégrant le digital non plus seulement comme un outil interne de communication mais également en digitalisant de façon inédite certaines de leurs activités, créant par-là de nouveaux services et accordant un poids plus important à la composante digitale (cf Focus Bridging Programme en Ouganda).

Focus Education : un secteur qui a fait montre d'une digitalisation poussée de ses activités

L'éducation semble être un secteur particulièrement fécond en matière de digitalisation : si l'apprentissage à distance reste la pierre angulaire de la stratégie de digitalisation dans ce domaine, il peut être effectué à différents niveaux, allant de la simple communication virtuelle entre professeurs et élèves avec transfert plus ou moins conséquent de contenu pédagogique à la mise en place de plateformes participatives avec du contenu pédagogique adapté au format numérique, de boîtes à outils digitaux, de réseaux de communication spécialisés, de systèmes de mentoring, etc.

Dans ce domaine, **Enabel a lancé de multiples initiatives dans ses pays d'intervention** : en République Démocratique du Congo, un partenariat avec l'OSC Bibliothèque sans frontières a été noué afin de pouvoir distribuer à plusieurs milliers d'enseignants des programmes scolaires digitalisés et des modules d'enseignement digitaux. Enabel a également organisé au Maroc une série de 30 séances de formations en ligne sur le e-commerce à destination des organisations professionnelles et des petits producteurs afin que ces derniers puissent œuvrer à la digitalisation de leur commerce et leur marketing. Enfin, des formations en ligne à destination des personnels de santé ont également été élaborées au Bénin en février 2021 via la mise en place d'une plateforme d'enseignement à distance dans le cadre du programme santé d'Enabel dans ce pays (projet P@SRIS³).

³ Plus de détails : <https://open.enabel.be/en/BEN/2376/p/digitalisation-et-utilisation-des-donnees-health-data.html>

Wehubit a lancé également en juin 2021 un appel à propositions « *EdTech–Utilisation des technologies de l’éducation pour améliorer la qualité et la continuité de l’enseignement et de l’apprentissage en temps de pandémie* ».

De manière plus globale, **l’éducation s’est révélée au niveau mondial être l’un des secteurs les plus concernés par l’usage du digital en temps de crise**, notamment du fait de la réponse des gouvernements qui a dû être multiple : le digital a en effet été utilisé pour diffuser des contenus pédagogiques (radio, télévision, etc) ou encore orienter les jeunes diplômés qui se sont retrouvés face à un marché du travail précarisé (c’est le cas du gouvernement de Singapour qui a lancé un programme de mentorat en ligne destiné à mettre en relation jeunes diplômés et mentors dans le domaine de spécialisation qui les intéresse)⁴. Cet usage renforcé du digital dans le domaine de l’éducation peut s’expliquer notamment par l’importance « stratégique » et les droits régalien qui lui sont parfois associés.

Source : Entretiens réalisés dans le cadre de l’étude de cas thématique ECMS, Revue documentaire

Les acteurs de la coopération non gouvernementale semblent plutôt plébisciter **des secteurs tels que l’agriculture**. Cela peut notamment être expliqué par l’importance que revêt ce secteur dans les pays d’intervention, l’agriculture étant le domaine d’emploi et la source de revenus majoritaires de la plupart des populations locales. Un appui tout particulier est donc apporté à ce domaine de la part des OSC, et ceci notamment dans le contexte de crise sanitaire qui a notamment eu pour effet de fragiliser les petits producteurs. Nombre d’initiatives ont ainsi connu une digitalisation plus ou moins poussée : le projet Farm Radio International au Sénégal a ainsi diffusé via la radio des émissions sur l’agriculture intelligente, l’OSC Rikolto en Ouganda a créé un système de livraison à domicile afin de pouvoir continuer à soutenir les petits producteurs ougandais en leur garantissant des débouchés de vente et revenus. Certaines initiatives combinent à la fois éducation et agriculture, comme l’OSC VVOB Education for Development en Ouganda visant à former de façon pratique dans les champs les étudiants en agriculture.

D’après les résultats de l’enquête, 67% des répondants acteurs de la coopération gouvernementale et presque trois quarts des répondants acteurs de la coopération non-gouvernementale (72%) ont indiqué avoir constaté une accentuation depuis le début de la crise de la prise en compte du D4D dans les interventions de la coopération belge. Seuls 7% et 12% (respectivement pour les mêmes acteurs) ont qualifié cette accentuation de plutôt faible, et 0% de très faible. Une grande majorité s’exprime donc en faveur d’une accentuation de l’intégration du D4D, accentuation néanmoins à nuancer en termes d’intensité : ainsi, parmi les 67% et 72% de répondants (respectivement acteurs de la coopération gouvernementale et non gouvernementale) ayant constaté une accentuation, cette dernière se révèle être « assez importante » pour les mêmes acteurs dans 45% et 48% des cas (les 22% et 24% restants l’ayant qualifiée d’importante).

Cette intégration du digital apparaît contrastée d’un pays à l’autre, comme l’a constaté l’évaluation notamment s’agissant des ACNGs, avec une prise en compte du digital plus importante en Ouganda, tandis qu’elle est apparue plus limitée au Sénégal (usage de Whatsapps par Broederlijk Delen pour entretenir des liens commerciaux dans le domaine agricole).

⁴ [The Advisory Mentorship Programme: Online – Advisory](#)



Focus group auprès des ACNG en Ouganda

Impacts de la crise sanitaire – Retours d'expérience par secteur d'activité



« A cause du confinement, toutes nos activités terrains ont été suspendues. Or notre cœur de métier est l'apprentissage technique de l'agriculture dans les champs, avec des professeurs sur le terrain. On a ainsi dû vite s'adapter afin de ne pas perdre nos élèves : utilisation de Zoom pour nos réunions et formations, création d'une plateforme de partage de documents, etc. » VVOB Education for Development.



« Nos sessions de médiation ont été mises à l'arrêt du fait de la crise mais on a réussi à continuer nos activités en ligne en adaptant notre format de médiation et en innovant pour garder le lien avec notre public : on a notamment créé une plateforme de soutien en ligne et on a continué à communiquer notamment via WhatsApp. » Barefoot Law



« Le secteur culturel ougandais a été durement impacté par la crise : tous nos festivals ont soit été reportés, soit organisés en ligne. Mais la crise a également engendré d'autres impacts indirects, liés à la digitalisation nécessaire du secteur : ceux de l'émergence de nouvelles formes de performances artistiques passant par le digital. Le secteur culturel a ainsi également répondu avec beaucoup de créativité à la crise sanitaire. » Africalia



« Le confinement a perturbé nos livraisons sur les marchés et notre mission même qui est de rendre accessible à des consommateurs urbains des produits frais et sains. Afin de continuer nos activités, nous avons réagi en bouleversant la chaîne de valeur habituelle en instaurant un modèle de livraison de nourriture à domicile, chose tout à fait inédite dans le paysage commerçant ougandais. » Rikolto

Focus Le secteur culturel en Ouganda : des impacts de la crise et des ripostes à cette dernière à plusieurs niveaux

Le domaine culturel en Ouganda a été durement impacté par la crise liée à la Covid-19 : tous les événements grand public tels que les festivals, expositions, concerts etc, ont en effet dû être annulés, repoussés ou adaptés (partiellement ou totalement). L'impact de la crise et la riposte à cette dernière se sont donc effectués à plusieurs niveaux :

Certains événements ont été **repoussés**, comme par exemple le Bayimba Festival, organisé annuellement par la fondation du même nom et soutenu par l'OSC Africalia (rencontrée dans le cadre du focus group Ouganda) : l'édition 2020 a été repoussée à 2021, et une édition limitée à deux jours au lieu de quatre en temps normal a été programmée en juillet 2021, dans l'attente cependant de confirmation définitive.

Certains autres événements ont pu trouver **une solution intermédiaire** grâce à la digitalisation : la 7e édition du Kampala International Theater Festival, également soutenue par Africalia, s'est déroulée en ligne et a changé sa ligne de programmation en choisissant de présenter des vidéos d'archives des éditions précédentes via des live sur les réseaux sociaux et en organisant des sessions de question/réponse. Le digital a ainsi eu ici un effet d'atténuation de la crise en permettant à l'événement d'avoir lieu, sans toutefois conserver la programmation initiale.

Enfin, certains autres événements se sont **totalement emparés du digital en digitalisant leur programmation** sans rien changer (ou à la marge) à cette dernière : c'est le cas du Nyege Nyege Festival, festival organisé annuellement en septembre qui a été repoussé avant d'avoir finalement lieu sous forme entièrement

digitale en décembre 2020. La programmation artistique a été conservée intacte dans ses grandes lignes et l'événement a eu lieu pendant trois journées sous forme de vidéos live accessibles à tous, doublée d'une communication via les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, Instagram) annonçant la programmation en temps réel.

Focus : la riposte au niveau des pays d'interventions s'est opérée au cas par cas mais semble aller vers une tendance globale de plus fort recours au D4D.

46% des interventions mises en place par Enabel dans le cadre de la riposte à la crise ont eu recours à la digitalisation⁵. **En Ouganda**, le Bridging Programme a fait l'objet de réorientation des ressources et le Skilling programme (composante du portefeuille Bridging Programme) a fait montre d'une accélération du recours au D4D dans ses activités. Plus généralement, l'Ouganda semble d'après les entretiens menés constituer un pays pilote en matière de D4D. **Au Sénégal**, la tendance de recours à la digitalisation semble avoir été moins prononcée, même si Enabel a pu réorienter une partie du budget du programme actuel vers des activités digitales.

Trois projets de réponse à la crise d'Enabel ont été refusés par l'UE et la DGD dans ce pays, mais d'autres interventions ont pu être mises en place par Enabel (toujours en réponse à la crise) :

- ▶ **Projet Parerba**: Création d'une plateforme numérique pour l'accompagnement à distance des agriculteurs en zones rurales
- ▶ **Soutien au projet i4Policy** (Innovation for Policy Foundation) de promotion de politiques favorables au développement de systèmes entrepreneuriaux
- ▶ Un projet supplémentaire portant sur l'aide à la digitalisation des PME est également sur le point de démarrer.

Les ripostes au niveau pays s'appuyant sur un instrument D4D (tels que les projets Wehubit par exemple) s'articulent en grande majorité avec le cadre de coopération bilatérale : le projet **Wehubit MediCapt** en République Démocratique du Congo par exemple, visant à déployer une application mobile permettant aux médecins de répertorier les preuves de sévices sexuels, répond ainsi directement à un besoin identifié par la coopération bilatérale qui est celui du manque d'espace de stockage sécurisé de telles données.

Focus La digitalisation du Bridging Programme en Ouganda

Le Bridging Programme 2021-2022 est une extension des programmes en cours afin de faire le pont entre un portefeuille d'activités finissant en 2020 et un autre ayant vocation à démarrer plus tardivement (du fait de l'agenda électoral ougandais empêchant toute prise de décision imminente quant à un démarrage d'un autre programme). Il vise ainsi à consolider les interventions actuelles d'Enabel en Ouganda tout en prospectant d'autres secteurs potentiels de coopération et préparant le prochain portefeuille quinquennal. Ce programme met ainsi l'accent sur certaines priorités de la politique de développement belge tout en s'inscrivant dans un cadre de riposte à la crise sanitaire liée à la Covid-19. 3 axes d'importance ont été dégagés : (i) la lutte contre les violences fondées sur le genre, (ii) les droits sexuels et la santé reproductive et (iii) la numérisation comme levier de développement.

20M d'euros seront alloués sur 2 ans suivant la ventilation suivante : 13,5M d'euros au secteur de l'éducation (représenté par les programmes TTE Teacher Training and Education et SSU Skilling Uganda Strategy), 4M d'euros à la santé et 2,5M euros pour des projets multi-sectoriels. La moitié du nouveau Bridging programme va être centrée soit sur les compétences digitales soit sur le e-learning et l'ensemble du

⁵ Evaluation de la riposte d'Enabel à la pandémie de COVID-19 – Analyse globale, décembre 2020

programme a été pensé avec une intégration croissante sinon du digital en tant que tel du moins des enjeux inhérents à ce dernier. Le D4D s'est ainsi révélé être un enjeu transversal pris en compte lors de l'élaboration du Bridging Programme.

La crise a également été l'occasion pour le Bridging programme de se réinventer ou du moins de bénéficier de la création d'opportunités :

- ▶ D'après les entretiens effectués, le Bridging Programme aurait vocation à se **rapprocher davantage des acteurs du secteur privé** afin de nouer des partenariats avec ces derniers. Cette dynamique partenariale est renforcée par le fait que le digital, et par conséquent le D4D, est un domaine porteur de fortes synergies avec le secteur privé et la digitalisation du Bridging Programme permet en ce sens d'envisager de nouveaux modèles de coopération avec le secteur privé (exemple du partenariat avec le fournisseur internet MTN).

2.2. Prise en compte du digital dans la réponse stratégique de la coopération belge face à la crise Covid-19

Q3 : Dans quelle mesure le Digital constitue-t-il un levier pertinent pour répondre aux besoins, opportunités et défis liés à la Covid-19 dans les pays en développement (incluant les partenaires et bénéficiaires) et aux priorités de la coopération belge ? Y a-t-il des bonnes pratiques ? La crise de la Covid-19 a-t-elle fait émerger (ou rendu plus apparents) des risques spécifiquement liés au digital ? (ex : exclusion)

Q4 : Dans quelle mesure le D4D constitue-t-il, en période de pandémie de la Covid-19, une opportunité et/ou une menace/un risque pour la coopération belge, notamment dans sa mobilisation en faveur du concept de « Laisser personne de côté » (Leave no one behind) et dans la prise en compte des enjeux genre ?

Q5 : La réponse stratégique de la DGD liée à la pandémie de la Covid-19 considère-t-elle de manière suffisante les potentialités offertes par le D4D et les solutions numériques ? Tient-elle suffisamment compte des risques liés au digital ? Dans quelle mesure le D4D doit-il être priorisé (en tant que levier ou domaine d'intervention) en temps de crise Covid-19 ?

Q6 : Dans quelle mesure le D4D a-t-il jusqu'ici constitué un levier stratégique et opérationnel effectivement activé par la coopération belge et ses différents acteurs face aux défis posés par la pandémie Covid-19 ?

Principaux constats et conclusions

- ▶ Le D4D a été pris en compte **de manière limitée dans les réponses stratégiques de la DGD, mais de façon plus importante** par Enabel (une note spécifique « *Digital for Development COVID Response Enabel* » a été élaborée en mai 2020).
- ▶ Les pays récipiendaires ont adopté **des réponses digitales stratégiques différentes en fonction de leur contexte national**. Néanmoins, la tendance générale des ripostes des pays récipiendaires est **à la priorisation du secteur de la santé par rapport aux autres secteurs** (économique, notamment).
- ▶ **De nombreuses opportunités ont émergé dans le contexte** de la crise sanitaire, aussi bien au sein des pays récipiendaires à travers un recours croissant au digital (renforcement de la dynamique de numérisation, émergence et adoption de

nouvelles solutions digitales, effet catalyseur de certains domaines comme la finance digitale), qu'en matière de D4D pour la coopération belge (accroissement du dialogue, nouveaux partenariats, abaissement de coûts, levées de fonds numériques).

- ▶ La nature et l'importance de ces opportunités diffèrent cependant en fonction des secteurs d'activité où **la valeur ajoutée du digital peut s'exprimer plus (éducation) ou moins nettement.**
- ▶ L'intégration croissance du digital dans les interventions D4D comporte **des risques à la fois existants qui se sont accentués (ex : environnementaux) et d'autres émergents**, notamment sociaux (ex : exclusion de certains publics et **de Leave No One Behind**) et politiques (atteinte à l'accès à internet sur décision politique), liés aux effets du confinement, de sur-offre et sur-sollicitations digitales, de fatigue digitale liés à la surexposition aux outils digitaux. Le digital ne permet, de surcroît, pas pleinement d'atténuer les effets de la crise.

2.2.1. Une prise en compte stratégique limitée du D4D au niveau de la DGD, mais plus importante au niveau d'Enabel.

La riposte de la coopération belge au niveau stratégique a pris en compte le digital de façon différenciée.

La DGD a formulé deux réponses stratégiques en juin et juillet 2020, déclinées à travers les volets suivants (i) Santé et (ii) Résilience socio-économique. Ces réponses ne font que peu mention du D4D. La difficulté de riposte et de mobilisation de nouveaux fonds (y compris dans le domaine du D4D) peut être notamment imputée au contexte de transition gouvernementale qui rendait impossible la formulation de nouveaux engagements. La nouvelle Ministre de la coopération au développement a témoigné, toutefois une certaine reconnaissance du numérique comme un moyen en temps de crise Covid-19 : le digital est ainsi brièvement évoqué dans la note politique de la Ministre en novembre 2020, où il a été qualifié de « moteur pour l'innovation locale »⁶.

Pour sa part, **Enabel** a été la première à formuler des notes stratégiques en réponse à la crise, témoignant d'une plus forte réactivité : quatre notes distinctes ont ainsi été établies entre mars et mai 2020, parmi lesquelles une est exclusivement dédiée au D4D (« Digital for Development COVID Response Enabel », mai 2020)⁷. La riposte d'Enabel prend davantage en compte les composantes D4D avec cette note spécifique proposant une riposte à différents niveaux, que ce soit via des solutions immédiates de gestion de crise, des solutions de court terme ou encore des solutions de moyen terme. Elle identifie aussi différentes initiatives de digitalisation susceptibles d'être soutenues ou accélérées : « *Data against Corona* » (incluant l'utilisation de statistiques d'appel et de *bluetooth* pour étudier les mesures de distanciation sociale et les chaînes de contact et le recours à la data visualisation pour nourrir les stratégies de riposte en termes d'information et plus généralement assurer un accès à l'information pour tous), soutien aux hubs d'innovation intervenant dans la réponse à la crise sanitaire et plateformes d'e-learning.

Au niveau de Wehubit, cette prise en compte s'est traduite par les thèmes retenus dans le cadre des appels à propositions : la notion de résilience face à des crises a été intégrée en septembre 2020 s'agissant de l'appel concernant les villes résilientes, tandis que le dernier appel de juin 2021 met l'accent sur l'appui aux initiatives dans les technologies éducatives

⁶ Exposé d'orientation politique de la ministre de la Coopération au développement, chargée des grandes villes, 5 novembre 2020

⁷ Les trois autres sont dédiés au secteur privé (« *Private sector : response and resilience to COVID-19* »), à l'éducation (« *Education, Training and Employment in times of disruption and beyond* ») et une plus globale (« Note d'orientation de riposte d'Enabel au Covid-19 »).

(EdTech) afin d'assurer la continuité de l'enseignement et l'apprentissage en temps de crise.

La prise en compte du D4D au niveau stratégique en temps de (ou face à la) Covid-19 s'est aussi matérialisée au niveau européen, par exemple via le lancement du D4D Hub en décembre 2020, et au niveau opérationnel par des projets financés par l'UE. *plus de détails dans la partie 2.3.1. Articulations internes et externes.*

2.2.2. Au niveau de pays récipiendaires : des réponses différenciées surtout orientées sur la dimension sociale

Les pays récipiendaires ont adopté des réponses stratégiques différentes en fonction de leur contexte national et leurs priorités stratégiques respectives.

L'Ouganda semble ainsi avoir mis l'accent sur le secteur de l'éducation en y intégrant de façon croissante le digital afin de pallier les impacts sociaux de la crise qui ont été conséquents dans ce pays : de très nombreux écoliers se sont en effet retrouvés privés de formations du fait de la fermeture des classes. La digitalisation de l'éducation s'est ainsi retrouvée en tête de l'agenda national et le Ministère de l'Education ougandais s'est révélé être un lieu important de débat sur le digital et de réels efforts ont été faits durant la crise sanitaire afin de mettre à disposition du matériel éducatif via des programmes télévision, radio et journaux. En avril 2020, **une stratégie de digitalisation pour le secteur éducatif a été lancée**, stratégie à laquelle la coopération belge a été pleinement intégrée. D'autres acteurs internationaux ont également pris part à cette réponse stratégique du Ministère de l'Education ougandais, comme par exemple l'UNCDF qui a développé en collaboration avec ce dernier des outils aussi divers que des modèles innovants afin de permettre la continuité d'apprentissage ou des solutions flexibles de paiement des frais scolaires pour les parents.⁸

Au Sénégal, la prise en compte des enjeux de digitalisation dans la réponse stratégique a pris des formes multiples : une plateforme a été mise en œuvre par le gouvernement, en liaison avec le secteur privé (start ups, influenceurs et développeurs) pour faciliter l'accès à l'information sur la maladie Covid-19.

Le gouvernement a aussi mené une campagne d'information, d'éducation et de sensibilisation soulignant les avantages du commerce électronique dans tous les segments de la population. Le Ministère du Commerce avec l'accompagnement de Gainé 2000 a mis en œuvre une plateforme de mise en relation qui réunit les acteurs du e-commerce, du paiement en ligne et de la livraison. Ceci a notamment permis de mettre en place un système de livraison de pains, réservable à travers une application numérique.

Néanmoins, **la tendance générale des ripostes des pays récipiendaires est à la priorisation du secteur de la santé par rapport aux autres secteurs (socio-économique, etc)**. Les réorientations de ressources ont majoritairement été effectuées à destination du secteur sanitaire, et les bailleurs comme les autorités nationales semblent avoir eu un réflexe d'investissement prioritaire généralisé sur ce secteur, ce qui peut sembler compréhensible étant donné la teneur de la crise.

A titre d'exemple, l'Agence de l'Informatique de l'Etat (ADIE) du Sénégal a mis à la disposition du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale (MSAS) une plateforme, un chatbot et des outils pour une communication à distance pour la cellule de crise. Elle a aussi accompagné via la mise à disposition de téléphones intelligents eLTE pour la coordination des opérations sur le terrain, la mise en place de la plateforme de sensibilisation et d'information covid19.gouv.sn. Le MSAS a aussi mis en œuvre un système

⁸ [Harnessing the Power of Digital Solutions for Health and Education during and post COVID-19 in Uganda - UN Capital Development Fund \(UNCDF\)](#)

de traçage téléphonique pour le suivi des cas potentiels de contamination. De même en Ouganda, un partenariat a été noué entre le NITA-U (National Information Technology Authority) et le Ministère de la Santé afin de créer une plateforme permettant un suivi quotidien du nombre de cas (incluant des cartographies en fonction des districts actualisées régulièrement), le regroupement de toutes les informations et décisions politiques ayant trait à la crise, des explications sur la stratégie ougandaise de réponse à la crise, des tableaux d'indicateurs en temps réel, etc.⁹

2.2.3. Opportunités par/pour le digital pour la coopération belge

De nombreuses opportunités ont émergé dans le contexte de crise sanitaire dans les pays récipiendaires en faveur d'un usage accru pour le digital et en matière de D4D pour la coopération belge

Tout d'abord, la crise a contribué à faire émerger **des opportunités pour le digital en catalysant l'intégration de ce dernier à plusieurs niveaux** :

- ▶ Au niveau des interventions et programmes déjà existants en cours de digitalisation ou bien à composante digitale, la crise a **renforcé la dynamique de numérisation et l'importance de ces programmes** en leur conférant une place de premier plan dans la riposte opérationnelle ; ces outils digitalisés en amont ont en effet été les premiers saisis et se sont ainsi imposés comme des outils hautement stratégiques. Plus de 50% des répondants aux enquêtes témoignent ainsi d'un besoin croissant de recours au digital afin d'atténuer les risques sociaux et économiques liés à la crise, communiquer sur les opérations de sensibilisation de santé notamment et gérer la planification et suivi des risques liés à la pandémie. Plus généralement, du fait de la crise les gouvernements nationaux et locaux ont majoritairement grandement élargi leur offre de services numériques dans le domaine des démarches administratives (certificats de naissance, déclaration d'impôts, etc) ainsi que leur communication, notamment liée à la Covid-19 : 57% des pays membres des Nations Unies avaient mis en place une communication spécifique d'information liée à la Covid-19 à destination des populations (via leur site internet, applications mobiles et réseaux sociaux) contre 97,5% en mai 2020¹⁰. Ce recours croissant au digital en tant qu'outil stratégique de riposte offre donc à ce dernier une opportunité de développement de tout premier plan.
- ▶ La crise a en outre contribué à **l'émergence et l'adoption de nouvelles solutions digitales** dans ce contexte particulier de riposte de la coopération. Les acteurs de l'Education à la Citoyenneté mondiale ont par exemple dans leur totalité créé des formations en ligne afin de maintenir le lien avec leur public d'étudiants et intégré une pluralité d'outils numériques qu'ils n'avaient pas forcément identifiés auparavant afin de répondre à l'émergence de nouveaux besoins (interactivité et dynamisme des cours entièrement digitaux, animation de réunions, etc). Certains acteurs de ce domaine avaient déjà réfléchi à la possibilité de mettre en place de tels outils (MOOCs notamment) mais n'avaient pas franchi l'étape de l'opérationnalisation ; la crise a donc été décisive et a agi comme un déclic. De façon plus générale, la crise a contribué à renforcer l'utilisation d'outils digitaux du fait notamment du recours massif au télétravail et ce à une dimension mondiale : l'OCDE estime que la fréquentation mensuelle des plateformes de télétravail (Skype, Zoom, etc) a fortement augmenté dans la majorité des pays¹¹.
- ▶ De façon parallèle et en relation avec ce dernier point, la crise a également contribué à **l'adoption de nouveaux comportements et l'acquisition de compétences**

⁹ [Covid-19 \(gou.go.ug\)](https://gou.go.ug)

¹⁰ Compendium of Digital Government Initiatives in response to the COVID-19 Pandemic, UNDESA, 2020

¹¹ OECD Digital Economy Outlook 2020

digitales de la part tant des partenaires que des acteurs de la coopération et du public visé par les interventions, qui n'ont eu d'autres solutions que de se tourner massivement vers des solutions digitales. Les personnes ont donc eu à s'approprier ces nouveaux outils digitaux et à les intégrer dans leur vie à la fois professionnelle et personnelle.

- ▶ Enfin, la crise sanitaire a **catalysé le développement de certains domaines digitaux spécifiques** tels que la finance digitale via un recours plus important aux plateformes de crowdfunding, transactions transfrontalières (Western Union), portefeuille électronique ou encore *mobile money*, notamment en Afrique sur ce dernier point. Preuve de l'importance du *mobile money*, certaines ripostes stratégiques nationales se sont fondées sur cet outil de finance digital à l'instar du projet Novissi¹² au Togo qui vise à transférer deux fois par mois à chaque personne éligible l'équivalent de 30%-35% du salaire minimum et ce directement sur leur compte *mobile money*, dans le but d'éviter la précarisation de ces travailleurs non protégés.

Focus Les opportunités pour le digital : la digitalisation des services publics suite à la crise sanitaire

Du fait des restrictions de déplacement, de nombreux gouvernements ont opté pour une digitalisation de certains de leurs services publics dans différents domaines :

- ▶ **Education** : l'UNICEF estimait en avril 2020 à 1,6 milliards le nombre d'enfants obligés de rester chez eux et d'avoir recours à l'apprentissage à distance. De façon générale, les gouvernements ont pris la mesure de ce problème spécifique et ont réagi incluant le digital à leur riposte : plus de 90% des ministères de l'Education dans le monde ont acté des politiques de promotion de l'apprentissage à distance. Par exemple, les gouvernements fidjien, colombien et de la République Tchèque ont décidé de mettre en place un système de diffusion de contenu pédagogique via radio, application mobile et chaîne de télévision spécialisée.
- ▶ **Santé** : les politiques d'e-Health ont été renforcées du fait de la crise, passant notamment par l'augmentation des téléconsultations, l'instauration de dossiers médicaux numériques, etc. En Tanzanie, un partenariat a été noué entre le Ministère de la Santé, l'Autorité gouvernementale du numérique et tous les opérateurs télécoms afin de rendre possible et gratuit le passage d'appels vers des experts médicaux dédiés à la Covid-19 via un numéro vert.
- ▶ **Protection sociale** : de nombreuses mesures ont été prises afin d'atténuer les effets sociaux de la crise et ont été intégrées aux nombreux plans de relance nationaux. Le Togo a par exemple mis en place un programme de protection sociale intitulé « Novissi » qui apporte un soutien financier aux travailleurs du secteur informel qui ont vu leurs revenus diminuer suite à la crise sanitaire.

Sources : Leveraging digital technologies for social inclusion Policy brief n°92, UNDESA, février 2021 / Keeping the world's children learning through covid-19, UNICEF, avril 2020 / Compendium of Digital Government Initiatives in response to the COVID-19 Pandemic, UNDESA, 2020

De façon concomitante, la crise sanitaire a également contribué à faire émerger des **opportunités créées par le digital** pour la coopération belge :

- ▶ **Le digital a permis dans la plupart des cas une augmentation du dialogue et de la participation des partenaires et parties prenantes plus générales.** En effet, l'instauration de réunions de travail en distanciel permet de s'affranchir de certains obstacles organisationnels parfois rédhibitoires (distance, temps de trajet, aléas) et offre une plus grande flexibilité d'organisation aux participants. Ces derniers

¹² [Novissi – Programme de Revenu Universel de Solidarité \(gouv.tg\)](#)

se sont donc révélés plus nombreux et actifs lors de réunions et événements digitaux du fait de l'accessibilité facilitée et de la levée de contraintes organisationnelles.

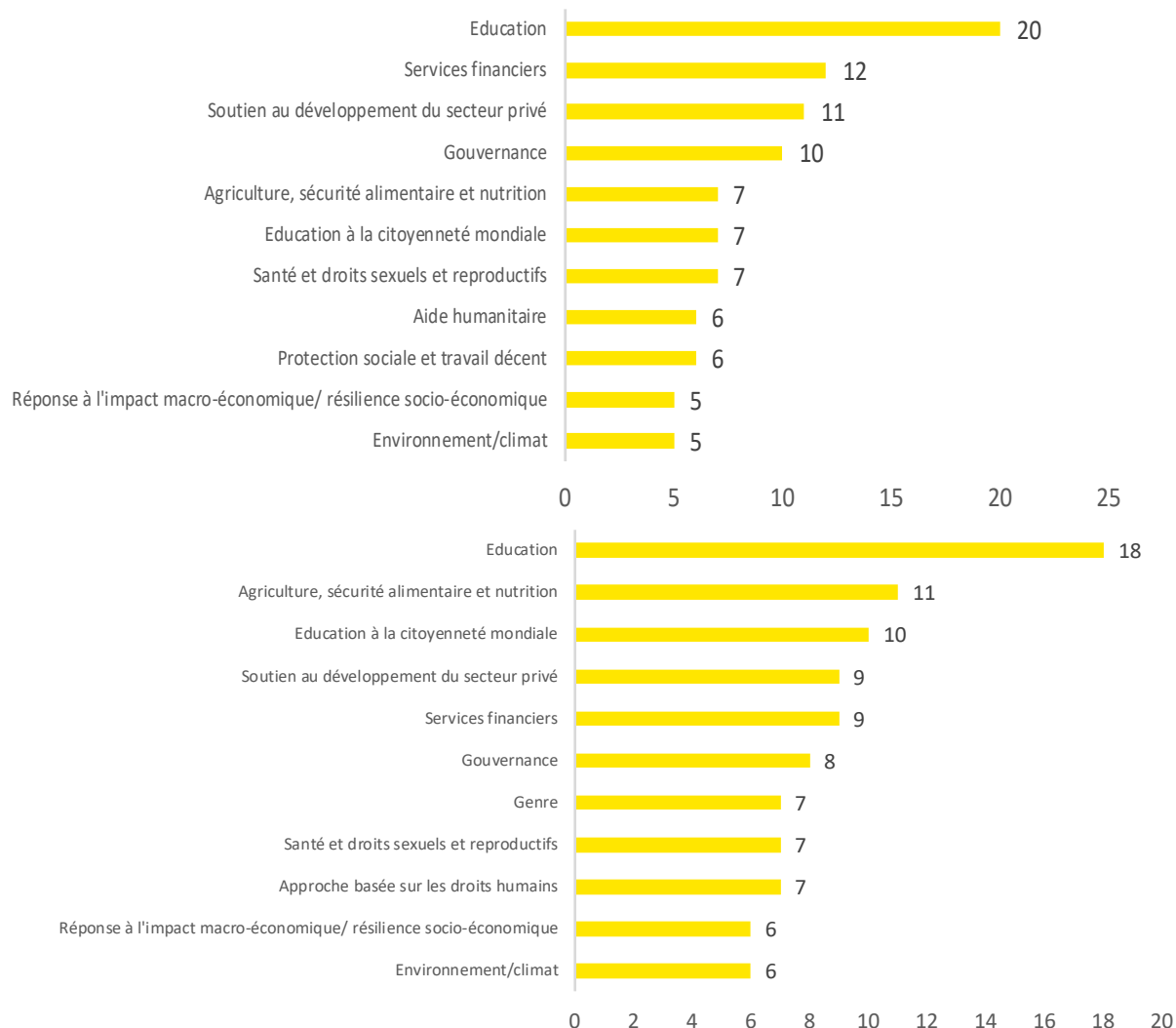
- ▶ **Un intérêt croissant de la part des partenaires nationaux est aussi observé, tel que le fait ressortir l'enquête.**
- ▶ **Cet accroissement du dialogue a également été possible vis-à-vis de parties prenantes externes via la création de partenariats novateurs avec des acteurs liés au monde digital.** Cela a particulièrement été le cas en Ouganda, où un partenariat a été élaboré entre Enabel et MTN, le principal opérateur téléphonique et fournisseur internet du pays, dans le cadre du programme TTE. De façon plus générale, le digital permet un dialogue nouveau avec les acteurs du secteur privé œuvrant dans ce domaine et créé par-là de nouvelles opportunités en termes d'actions et de partenariats.
- ▶ **Le digital a également permis un abaissement des coûts,** notamment via l'organisation de réunions et travaux en distanciel qui ne nécessitaient plus de frais de transports, d'hébergements et de frais annexes. Ceci étant l'efficacité de réunions à distance est variable, notamment dans des pays récipiendaires confrontés à des difficultés d'accès à internet.
- ▶ Le digital permet également **des levées de fonds** via des campagnes de *fundraising* numériques, comme l'a mis en place par exemple le CNCD 11.11.11 avec sa récolte de fonds digitale pour l'Opération 11.11.11: il est en effet possible de faire un don directement en ligne sur leur site internet mais également de faire participer ses proches via une plateforme de crowdfunding à l'occasion d'événements spécifiques (anniversaires, etc).
- ▶ Enfin, la crise sanitaire et notamment l'existence de confinements ont aidé plus généralement à contribuer à **l'instauration d'un climat porteur d'innovation via l'émergence de nouvelles activités digitales non existantes auparavant.** L'isolement et ses contraintes spécifiques ont été l'occasion pour les acteurs de sortir du cadre de pensée préétabli et de repenser, voire parfois redéfinir, leurs actions et leurs projets à la lumière du digital et ce dans une ambiance nouvelle de liberté d'action qui n'existait pas comme telle auparavant selon les acteurs rencontrés : ces derniers ont en effet signalé (notamment dans le domaine de l'Éducation à la Citoyenneté mondiale) que la crise avait contribué à l'instauration d'un cadre de travail moins formel et plus réceptif à l'intégration de solutions innovantes et digitales. Le secteur de la culture s'est également révélé être très réceptif à l'intégration du digital, ce dernier étant bien entendu vu dans un premier temps comme un outil fonctionnel permettant la poursuite d'activités, mais également de plus en plus comme une source de créativité via l'émergence de formes de culture hybrides tels que les *broadcasting*, *podcast* musicaux, événements poétiques live, etc.

La nature et l'importance de ces opportunités diffèrent cependant en fonction des secteurs d'activité où la valeur ajoutée du digital peut s'exprimer plus ou moins nettement.

Ces opportunités se sont manifestées de façon différente dans les différents secteurs d'activité. Il existe en effet des secteurs où le digital apporte davantage de valeur ajoutée en termes de développement en temps de crise Covid-19 que d'autres : c'est le cas notamment de **l'éducation** qui se distingue par son importance à la fois dans les deux enquêtes et dans les entretiens et focus groups menés. L'éducation a en effet été massivement reconnue dans les deux enquêtes comme le secteur où le digital a le plus de valeur ajoutée en termes de développement en temps de crise sanitaire : chez les acteurs de la coopération non-gouvernementale ayant répondu à la question, 75% l'ont identifié comme tel, contre 46% seulement pour le secteur de l'Agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition qui constitue le deuxième secteur en termes d'importance. Chez les acteurs de la coopération gouvernementale, 83% ont également identifié en premier lieu

l'éducation, contre 50% pour le deuxième secteur en termes d'importance : les services financiers.

Figure 5 Secteurs où le digital apporte le plus de valeur ajoutée en termes de développement en temps de crise Covid-19 pour les acteurs de la coopération gouvernementale (en haut) et de la coopération non-gouvernementale (en bas) (question à choix multiple, 11 premiers secteurs en termes d'importance)



Source : Enquêtes ACG Q24 (24 répondants) et ACNG Q24 (24 répondants) – Elaboration EY

L'éducation constitue en effet un domaine propice à l'expérimentation de nouvelles solutions digitales du fait de l'importance de la communication et des relations humaines qui le caractérise : de façon à première vue contre-intuitive, le digital a en fait toute sa place et une valeur ajoutée indéniable en tant qu'il permet la continuité des messages, discours et formations via les cours et sessions en ligne. Le digital va même plus loin dans ce domaine en permettant l'expérimentation de nouveaux modes d'enseignement et en renouvelant l'approche traditionnelle professorale, démontrant par là une réelle plus-value dans ce domaine. Enfin, l'intégration des aptitudes numériques dans l'éducation (de base) œuvre au renforcement du capital humain.

Cet intérêt marqué accordé au secteur de l'éducation corrobore et se concrétise à la fois via la priorité préalablement identifiée (Figure 4) donnée au renforcement du capital humain dans les interventions de la coopération belge en réponse à la crise sanitaire. Ce renforcement du capital humain s'illustre en effet notamment par des créations de plateformes d'e-learning et des activités numériques dédiées aux formations et à l'éducation.

Focus Le renforcement de capital humain en Ouganda : la création de plateformes d'e-learning

Le TTE project (Teacher Training Education Project) mené en Ouganda par Enabel et TIET sur la période 2016-2020 a pour objectif de former des professeurs de collège dans cinq principaux National Teachers' Colleges (NTC) répartis sur tout le territoire ougandais. Du fait de la crise et de la fermeture des écoles et dans le but de continuer ses activités de formation, ce programme a nécessité une riposte rapide qui a pris la forme notamment de la « TTE Sandbox » en partenariat avec EdTech et MTN Uganda (un des principaux opérateurs internet privés en Ouganda), consistant en une plateforme unique d'apprentissage à distance dispensant des cours dans tous les domaines (humanités, sciences, langues) mais également des cours de formation professionnelle, des vidéos pédagogiques sur le pilotage de projet et les différents types d'apprentissage, des tutoriels en relation avec la crise Covid-19 (bonnes pratiques, port du masque, etc), différents outils pédagogiques et des communautés de pratiques, des informations sur les *masterclass* et *bootcamps* disponibles ainsi que des informations pratiques en lien avec l'éducation.

Ce portail numérique intitulé « One-Stop Portal », créé spécifiquement en réaction aux conséquences de la crise Covid-19, se révèle ainsi innovant à plusieurs points de vue :

- ▶ La concentration exclusive du programme sur les NTIC et les EdTech, consistant ainsi en une exception dans le système scolaire ougandais.
- ▶ La polyvalence de l'outil proposant à la fois des cours en ligne prêt à être téléchargés mais également des événements, des outils digitaux ainsi que des communautés d'aide à destination des étudiants. Depuis octobre 2020, le cours en ligne sur les méthodes d'enseignement (General Teaching Methods) a déjà été activement utilisé par 2500 participants qui ont ainsi obtenu leur certificat¹³.
- ▶ Son partenariat avec un acteur du secteur privé (MTN) afin de permettre aux étudiants de télécharger toutes les leçons sans consommer de données mobiles et donc sans impact sur leur forfait internet.

Ce programme spécifique créé en réaction à la crise constitue ainsi une réponse court-terme et cherche en ce sens à s'inscrire dans le long-terme via le Bridging programme 2021-2023 et l'expérimentation de nouvelles solutions : l'accroissement de l'offre de cours en ligne, l'établissement de hubs digitaux, etc.

Un budget global de 7,5 millions d'euros a été demandé en septembre 2020 dans la proposition technique.

2.2.4. Menaces induites par/pour le digital pour la coopération belge

L'intégration croissante du digital dans les interventions D4D comporte des risques à la fois existants et émergents, tous deux clairement identifiés par les acteurs interrogés

L'intégration croissante du digital dans les interventions D4D n'est pas dénuée de risques et cela a nettement été identifié par la grande majorité des répondants aux deux enquêtes menées qui ont noté avoir observé une accentuation des risques existants en temps de crise (plus de 80% des répondants pour les deux enquêtes).

¹³ <https://www.open.edu/openlearncreate/course/view.php?id=4105>

La note stratégique de la DGD n'adresse que partiellement les risques potentiels déjà existants ou émergents : même si elle évoque notamment des risques associés à la protection des données, elle omet de traiter des risques tels que ceux d'exclusion de certains publics associés au *Leave No One Behind*.

Le premier risque existant et identifié par la totalité des acteurs interrogés est **le risque social lié au digital**. Ce risque spécifique apparaît comme la première source d'inquiétude dans le cadre de l'accentuation du recours au digital et ceci pour plusieurs raisons :

- ▶ Si le digital permet une continuité d'action de la part des partenaires, cela n'est pas forcément valable pour le public cible des activités digitalisées qui peut souffrir de plusieurs handicaps :
 - L'accès au numérique implique en premier lieu un équipement informatique ainsi qu'un abonnement internet qui peuvent se révéler coûteux et hors de portée de la plupart des publics visés, notamment dans les pays partenaires du Sud.
 - L'existence d'un réseau internet d'une qualité suffisante est également indispensable à la poursuite d'activités numériques, ce qui n'est pas forcément le cas là encore dans certains pays partenaires du Sud mais également dans des pays du Nord souffrant de fractures numériques (zones rurales reculées, etc)
 - Enfin, l'accès au numérique implique de savoir maîtriser les outils et programmes digitaux ce qui peut parfois se révéler compliqué pour certains publics novices en la matière et ne disposant pas de formation dans ce domaine. La mise en place de formations dans certains cas a pu atténuer la fracture numérique mais cela reste insuffisant en termes d'échelle et de public formé.

Le risque d'exclusion sociale lié au digital est donc bel et bien réel et se concrétise par l'existence de publics oubliés et mis en marge de la dynamique de digitalisation du fait de la difficulté d'accès au numérique. Ces risques sociaux d'exclusion (« Leave No One Behind ») concernent des publics pluriels, tant en termes de situations, d'âge, de genre, d'origine géographique etc, et nécessitent une réponse adaptée à leur situation.

- ▶ Les partenaires eux-mêmes sont également susceptibles de souffrir d'exclusion du fait d'handicaps vis-à-vis de la digitalisation des activités, à commencer par la vétusté et l'insuffisance de certains équipements informatiques inaptes à permettre la réalisation de réunions, vidéo-conférences etc, et par là même la continuité d'un travail de même qualité qu'auparavant.

Ces risques sociaux et notamment d'exclusion de certains publics apparaissent comme les risques principaux et prédominants identifiés par les acteurs rencontrés. Le domaine social révèle en effet toute l'ambivalence du digital en tant que ce dernier peut à la fois atténuer les effets sociaux et économiques de la crise (continuité des actions via la digitalisation de ces dernières, maintien des liens sociaux) mais également accentuer les risques sociaux déjà existants associés aux interventions D4D. Les acteurs rencontrés ont ainsi été nombreux à préconiser une réelle réflexion en la matière préalablement à la rédaction future de stratégies intégrant de façon croissante le digital. Tous les impacts sociaux doivent en effet être pris en compte et leurs conséquences analysées et intégrées aux plans d'action futurs, au risque de faire perdurer voire d'accentuer la fracture numérique entre différentes populations.

Focus group Ouganda

Risques liés au D4D – Des retours unanimes sur l'existence de risques sociaux



« Le plus grand risque à stade est clairement le risque lié aux inégalités sociales. J'ai déjà pu constater cela, notamment dans le secteur de l'éducation où des élèves ont soudainement été exclus du système de formation car ils n'avaient pas de données mobiles ou d'équipements

informatiques [...] Si on commence à digitaliser tout, alors il y a un grand risque d'exclusion d'une grande partie de la population. » Africalia

« On a pu constater la réalité de ce risque d'exclusion dès le début de la digitalisation de nos activités : beaucoup de personnes ont décroché car ils n'avaient pas les équipements nécessaires à la poursuite de la formation en ligne. On a dû procurer des téléphones et tablettes afin de pallier cela. Il y a eu beaucoup de problèmes au début. » VVOB Education for Development

« Le fait de mettre en place des plateformes numériques de communication exclut ceux qui n'ont pas de téléphones, portables etc et ils sont nombreux en Ouganda. On a également pu constater un autre problème en analysant les données de nos outils informatiques : celui des inégalités de genre dans l'accès à la digitalisation. En effet, les hommes avaient globalement plus accès à nos plateformes que les femmes. » Barefoot Law

Focus Les risques d'exclusion : *Leave No One Behind*

La notion de "*Leave No One Behind*" a été introduite en 2015 lors de l'élaboration de l'Agenda 2030 (feuille de route internationale fixant 17 Objectifs de Développement Durable et ayant pour but une réponse harmonisée des pays face aux défis communs du développement durable) et ce dès le préambule : « *As we embark on this collective journey, we pledge that no one will be left behind* ». « *Leave No One Behind* » est ainsi un principe d'inclusion inhérent à chaque ODD dont l'objectif global est de ne laisser personne de côté dans la lutte contre la pauvreté et les discriminations sous toute ses formes : économique, sociale, ethnique, de genre, etc. D'après le PNUD dans sa feuille de route de mise en œuvre du principe LNOB en 2018¹⁴, 5 facteurs interdépendants peuvent être à l'origine de l'exclusion :

- ▶ **La discrimination**, sur la base de l'identité réelle ou attribuée de la personne
- ▶ **La géographie**, du fait de l'isolement, la vulnérabilité, le manque d'infrastructures etc
- ▶ **La gouvernance**, via des lois non équitables et un système législatif et exécutif partial
- ▶ **Le statut socio-économique**, incluant la pauvreté multi-dimensionnelle et les inégalités globales
- ▶ **Les fragilités** face aux chocs climatiques et environnementaux et aux conflits

La notion *Leave No One Behind* et le digital

Le digital constitue un domaine où la notion de *Leave No One Behind* prend tout son sens dans la mesure où sa mise en œuvre, si non réfléchie et effectuée de manière inappropriée, peut mener à de larges exclusions : laisser personne de côté dans le domaine du digital signifie laisser personne de déconnecté. La digitalisation des activités met en effet en exergue la question des fractures numériques multidimensionnelles, notamment :

¹⁴ What does it mean to leave no one behind? A UNDP discussion paper and framework for implementation, UNDP, July 2018

- ▶ **Géographiques** : absence de connexion de qualité dans certains lieux. Au niveau mondial, l'accès à internet dans les foyers de milieux urbains était deux fois plus important que dans les milieux ruraux en 2020.
- ▶ **De gouvernance** : risque de contrôle des Etats sur le contenu de l'Internet et la fermeture d'accès (partielle ou entière)
- ▶ **Des fragilités** : la complexité des conflits armés, et l'influence des médias sociaux et de fausses nouvelles, ie. *fake news* (par exemple. recrutements pour les groupes armés)
- ▶ **Sociales** : inaccessibilité du numérique pour certaines populations sujettes aux inégalités et/ou discriminations (cherté des équipements informatiques, inaccessibilité pour les personnes handicapées, absence d'outils en langue native pour les populations indigènes, etc)
- ▶ **Générationnelles** : manque de maîtrise des outils digitaux notamment chez les personnes âgées (27% des personnes âgées de plus de 65 ans aux Etats-Unis ne faisaient aucun usage d'internet en 2019¹⁵)
- ▶ **De genre** : les femmes ont en effet un accès réduit à internet et ce particulièrement dans les pays peu développés. Ainsi, si 80% des femmes avaient accès en 2019 à internet en Europe contre 85% des hommes, l'écart se révèle beaucoup plus important en Afrique où 20% des femmes étaient connectées contre 37% des hommes.

Cela est particulièrement vrai dans les pays les moins développés : l'Afrique apparaît ainsi comme le continent souffrant de la plus grande fracture numérique avec 23% de sa population en 2020 qui n'avaient pas accès à un réseau mobile à haut débit (3G et plus) et ce, particulièrement dans les zones rurales où l'accès à Internet était presque cinq fois moindre qu'en zones urbaines.¹⁶ Si sa mise en œuvre n'est ainsi pas intégrée dans une réelle stratégie et/ou dotée d'une analyse de la population cible, cela entraînera une multitude de laissés pour compte exclus de cette dynamique globale. Ces risques se retrouvent d'autant plus exacerbés dans le contexte de crise sanitaire où nombre d'organisations et d'individus ont été contraints de franchir le pas de la digitalisation afin de pouvoir continuer leurs activités, à la fois personnelles et professionnelles.

Le concept de *Leave No One Behind* devient ainsi d'autant plus crucial en cette période qui risque de voir accroître les inégalités d'accès au numérique. Ces risques semblent par ailleurs clairement identifiés de façon générale par les populations : d'après l'étude EY publiée en partenariat avec Ipsos MORI (qui a conduit des entretiens en ligne avec plus de 12000 participants dans 12 pays entre juillet et septembre 2020)¹⁷, 32% des citoyens interrogés estiment que les bénéfices du digital ne seront pas répartis de façon équitable entre les différents groupes de la société, et le même pourcentage pense que le digital fera se sentir les gens plus isolés de leur communauté. Cette même étude propose 4 pistes d'actions afin de répondre aux interrogations et besoins des citoyens face à la digitalisation des activités :

- ▶ **L'élaboration de politiques agiles et innovantes** ayant pour but de répondre aux différentes inquiétudes identifiées

¹⁵ 10% of Americans don't use the internet. Who are they? Monica Anderson, Andrew Perrin, Jingjing Jiang and Madhumitha Kumer, 2019

¹⁶ Measuring digital development Facts and figures 2020, ITU International Telecommunication Union

¹⁷ How can digital government connect citizens without leaving the disconnected behind? Arnauld Bertrand, Julie McQueen, 24 février 2021

- ▶ **Une digitalisation inclusive**, via l'investissement dans des infrastructures de connectivité sur l'ensemble des territoires nationaux, des prêts d'équipements informatiques, des possibilités de formation aux nouveaux outils digitaux
 - ▶ **Un usage responsable des données** permis notamment par l'instauration de nouveaux cadres législatifs et réglementaires
 - ▶ **Une démarche et un engagement participatifs** permettant aux citoyens de s'impliquer dans les décisions les concernant via des outils digitaux de consultation mais également de participation (jurys délibératifs en ligne, etc).
- Au niveau multilatéral**, une feuille de route spécifique à la coopération digitale a été élaborée par les Nations Unies en juin 2020 se basant sur 5 piliers distincts¹⁸ : (i) Economie et société digitales inclusives, (ii) Capacités humaines et institutionnelles (renforcement de capacités digitales), (iii) Droits de l'homme, (iv) Confiance, sécurité et stabilité et (v) Coopération digitale globale.

D'autres risques existants ont également été identifiés, à savoir un risque politique lié notamment à la question de la protection des données digitales des utilisateurs dans un contexte où ces derniers deviennent de plus en plus nombreux et qui voit l'émergence de nouveaux partenariats tels qu'évoqués précédemment notamment en lien avec le secteur privé et les opérateurs de réseau internet. D'autres risques politiques peuvent également être identifiés de façon spécifique à certains pays, comme en témoigne l'exemple de l'Ouganda en la matière avec les suspensions intempestives d'accès à internet sur décision présidentielle.

Focus Ouganda : les risques politiques

- Les tensions électorales liées au scrutin présidentiel de janvier 2021 ont conduit le gouvernement ougandais mené par le président Museveni à suspendre l'accès aux réseaux sociaux et plus généralement à internet pendant près d'un mois afin d'empêcher toute diffusion d'informations et de contenus qui leur seraient défavorables. Ce contexte particulièrement tendu met en avant les risques politiques liés au digital :
- ▶ La digitalisation croissante des programmes et activités rend ces derniers d'autant plus vulnérables à de telles décisions arbitraires et interdit toute continuité d'action ni même planification ; les projets et actions menés dans de tels pays doivent donc veiller à intégrer ce paramètre et disposer de solutions temporaires leur permettant de poursuivre leur activité. Cela est également valable pour la population ougandaise de façon générale : plus le digital est prégnant dans la vie des Ougandais, plus ces derniers sont dépendants vis-à-vis du digital et démunis en cas de nouvelle suspension d'accès à internet, se rendant par-là vulnérables à de potentiels risques sociaux.
- ▶ L'instabilité du cadre politique et digital peut également décourager les investisseurs, susceptibles d'être peu enclins à investir dans un pays caractérisé par l'incertitude de l'accès aux ressources digitales et l'arbitraire des décisions.

Un risque de maintien de standards et de la qualité des interventions sur le long-terme peut également être discerné, en lien avec la vétusté des équipements informatiques et de manque d'aptitudes numériques du personnel, qui ne permettent parfois pas de continuer à travailler dans les mêmes conditions qu'avant. Plus généralement et nonobstant la potentielle problématique d'équipements insuffisants, la digitalisation des activités peut provoquer une baisse de qualité de la prestation fournie, cette dernière pouvant se révéler n'être qu'une version « dégradée » de la prestation en présentiel. Dès lors, une question

¹⁸ Report of the Secretary-General Roadmap for Digital Cooperation June 2020 United Nations

de maintien de la qualité sur le long-terme se pose, de même qu'une question d'efficacité : si le digital permet en effet une participation accrue des participants aux événements et réunions, cela implique nécessairement un accroissement de l'organisation et l'animation des réunions sans quoi ces dernières peuvent vite se révéler contre-productives et inefficaces.

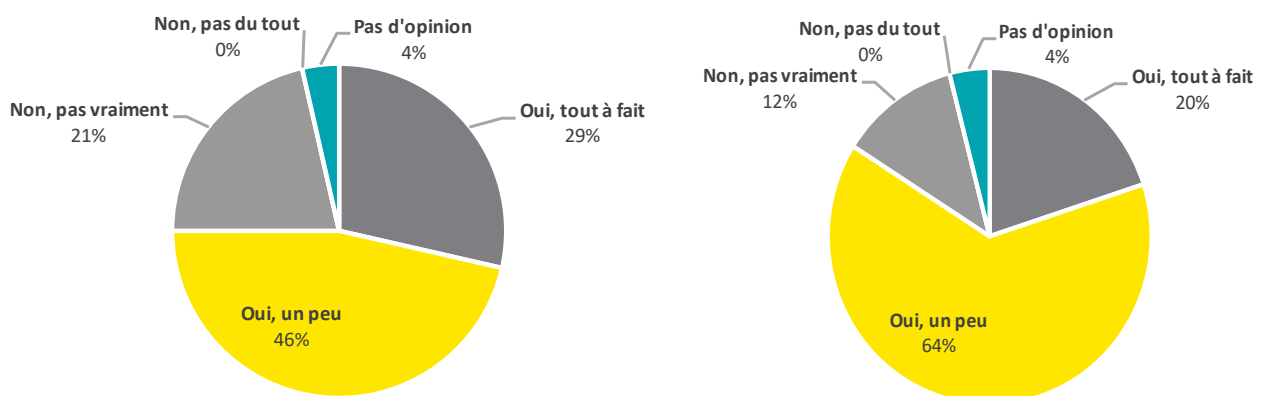
Enfin, **des risques en puissance ou déjà émergents** ont également été identifiés par plus de la moitié des répondants à l'enquête (71%). Ces risques peuvent être de différentes natures :

- ▶ **Des risques liés aux effets du confinement** et induisant un isolement dans les relations professionnelles de même qu'une lenteur d'exécution du rythme des projets
- ▶ Des risques de « sur-offre » et sur-sollicitations digitales pour les publics visés qui auront tendance à se perdre ou se disperser, entraînant par là pour ces activités digitales une baisse tant de visibilité que d'efficacité. Cette surenchère peut être évitée par l'analyse systématique de la valeur ajoutée de la digitalisation de l'activité et l'adéquation avec les besoins du public visé.
- ▶ Liés à ces risques de sur-offre digitale, **des risques plus généraux de « fatigue digitale »** liés à la surexposition des personnes aux écrans et outils digitaux et se traduisant par des déficits d'attention ou d'efficacité lors d'activités digitalisées. Cela est notamment valable dans des domaines tels que l'éducation où l'animation de formations et de cours en ligne d'une certaine durée et sur le long-terme constitue un enjeu crucial pour les professeurs et professionnels de la formation.
- ▶ **Risque de moindre responsabilisation des publics** : l'avantage du digital consistant à offrir au public une meilleure flexibilité d'organisation en termes d'emploi du temps peut avoir un revers important qui est celui de la déresponsabilisation à honorer des rendez-vous et réunions digitaux. Les personnes ont en effet plus tendance à accepter et s'inscrire à des événements digitaux (surtout dans des domaines comme l'Éducation à la Citoyenneté mondiale, où les activités digitales proposées sont gratuites et accessibles à tous) et finalement ne pas honorer ces événements que si ces derniers avaient été organisés en présentiel.

Le digital ne permet par ailleurs pas pleinement d'atténuer les effets de la crise

D'après les résultats des enquêtes administrées, le digital a été pris en compte dans la réponse stratégique de la coopération belge face à la crise sanitaire pour la totalité des répondants de la coopération non-gouvernementale et la grande majorité des acteurs de la coopération gouvernementale (seuls 7% estiment que le digital n'a pas vraiment été utilisé, notamment pour des questions de complexité de mise en œuvre sur le terrain et de délais serrés). Néanmoins, si son utilisation a été effective, **le digital n'a permis d'atténuer la crise que dans une certaine mesure**. Ainsi, près de la moitié des répondants aux enquêtes (voire 64% pour les acteurs de la coopération gouvernementale) estime que le digital n'a permis d'atténuer les effets de la Covid-19 que dans une certaine mesure et non pleinement.

Figure 6 « Le digital a-t-il permis d'atténuer les effets de la Covid-19 sur la bonne mise en œuvre des projets D4D ? » (coopération non-gouvernementale à gauche, coopération gouvernementale à droite)



Source : Enquêtes ACG Q13 (26 répondants) et ACNG Q13 (28 répondants) – Elaboration EY

Focus Risques sociaux et mesures d'atténuation : l'exemple du TTE project en Ouganda

Du fait de la crise sanitaire, le projet TTE en Ouganda, mis en œuvre par Enabel et le Ministère des Sports et de l'Éducation ougandais, a connu un tournant entièrement digital afin d'atténuer les impacts de la crise sur les étudiants et professeurs impliqués dans le projet. Une enquête IPSOS¹⁹ a été réalisée en décembre 2020 afin d'évaluer la participation des étudiants et professeurs à l'apprentissage à distance dans le cadre du TTE project mis en œuvre par Enabel et le Ministère des sports et de l'éducation ougandais : 62% des étudiants (47% pour la première année et 77% pour la deuxième année) et 77% des professeurs y ont participé. En outre, 56% des étudiants ont jugé le One-Stop Portal extrêmement utile.

- Certaines limites peuvent toutefois être émises et rendent les mesures d'atténuation partielles : si plus de la moitié des étudiants ont participé à l'apprentissage à distance, le portail d'accès One-Stop Portal a été quant à lui beaucoup moins identifié et utilisé seulement 30% des étudiants ont eu recours à ce portail spécifique, contre 23% qui n'y a pas eu accès et 40% d'autres étudiants qui n'ont pas même su l'identifier (ceci pouvant néanmoins être expliqué par le caractère récent de la mise en place du portail et de la communication sur ce dernier). Ainsi, la grande majorité des étudiants ont eu recours à des outils non spécialisés pour effectuer leur apprentissage en ligne, majoritairement WhatsApp (66%) et dans une moindre mesure les mails (10%).
- Différentes raisons peuvent être distinguées pour le non-suivi de l'apprentissage à distance : parmi les 38% d'étudiants du TTE project n'ayant pas eu recours au distance learning, 47% d'entre eux l'ont justifié par une absence de matériel et d'outils informatiques. Un forfait mobile insuffisant (26%) ainsi qu'une connexion internet non appropriée (15%) sont également des raisons évoquées comme bloquantes en termes d'accès aux plateformes numériques.
- La digitalisation des activités éducatives a ainsi permis d'atténuer les effets de la crise sanitaire dans le cadre du TTE project mais seulement dans une certaine mesure. De nombreux obstacles restent importants en Ouganda et nécessitent un

¹⁹ Tracer study on Readiness for E-learning Final Report, Ipsos, 15 février 2021

travail particulier en la matière, notamment en termes d'équipement informatique adéquat. Cependant, si le fait de posséder un tel équipement informatique constitue une condition nécessaire, l'enquête IPSOS a mis en lumière le fait que cette condition n'est pas suffisante : 52% des étudiants propriétaires d'un outil informatique (smartphone, tablette etc) n'ont pas participé aux cours en ligne. L'accès à un réseau internet, qui plus est de bonne qualité, semble donc être le principal défi à la digitalisation des activités éducatives en Ouganda.

- Certaines mesures d'atténuation ont néanmoins été apportées par le Bridging Programme, telles qu'un programme de prêt (*leasing programme*) destiné à prêter aux étudiants des équipements informatiques dont ils deviendront propriétaires au bout d'un certain temps et moyennant une petite participation.

2.3. Pertinence, efficacité, cohérence, impact et durabilité des interventions D4D dans la réponse à la crise

Q8 : Y a-t-il des articulations internes / externes incluant du D4D (au niveau des sièges / sur le terrain) pour répondre à la crise Covid-19 ? (notamment d'autres partenaires techniques et financières bilatéraux, européens ou multilatéraux)

Q9 : Les interventions D4D de la coopération belge liées à la Covid-19 répondent-elles aux besoins des pays partenaires (incluant partenaires et bénéficiaires) ? Sont-elles fondées si le contexte revient à la normale ?

Q10 : Quels sont les résultats et impacts (réels / espérés) des interventions D4D en temps de crise ? Quelles sont les chances de durabilité dans un contexte ultérieur ? La crise a-t-elle favorisé le processus de capitalisation ?

Q11 : Le D4D a-t-il eu un effet positif sur la réponse à la crise, pour en atténuer les effets ou pour accélérer des résultats de développement attendus ?

Principaux constats et conclusions

- ▶ **Des articulations externes** ont été constatées face au (ou en temps de) crise Covid-19, **surtout au niveau européen**, par exemple dans le cadre de l'Initiative Team Europe.
- ▶ Au niveau pays, **des articulations avec d'autres acteurs** ont aussi été observées sous différentes formes (webinars, partenariat).
- ▶ Sur la base des approfondissements pays réalisés, les interventions D4D de la coopération belge semblent avoir répondu en grande majorité aux besoins de ces mêmes pays.
- ▶ La question de la pérennisation des nouvelles composantes digitales voire des interventions entièrement digitalisées convient d'être posée dans la mesure où ces dernières ont été créées en réponse à un contexte spécifique. Dans la plupart des cas et des secteurs étudiés, les outils et activités digitales mis en place semblent néanmoins avoir vocation à perdurer dans le temps et ce même au-delà du contexte

de crise sanitaire. La digitalisation constitue sinon un axe majeur de ces prochains cadres stratégiques du moins un axe transversal d'importance et ce faisant s'installe dans une dynamique de pérennisation.

- ▶ Cela semble toutefois moins valable dans le cas de domaines précis comme l'Éducation à la Citoyenneté mondiale, où le présentiel et les relations humaines sont au cœur des actions de sensibilisation et de formation et où les outils et activités numériques, s'ils ne sont pas condamnés à disparaître à terme, seront intrinsèquement liés aux activités présentiels afin de proposer **un modèle hybride** plus adéquat aux enjeux et caractéristiques de ce secteur particulier.
- ▶ Cependant, si ces interventions D4D ont été créées dans un contexte spécifique de riposte à la crise sanitaire, il n'en reste pas moins **qu'elles contribuent plus généralement au développement des pays cibles de la Coopération belge via leur inscription dans plusieurs ODD.**

2.3.1. Articulations internes/externes

Des articulations externes ont été constatées face au ou temps de crise Covid-19, surtout au niveau européen.

La coopération belge s'est par exemple associée au lancement du D4D Hub dans le cadre de l'initiative Team Europe. Dans le cadre de la réponse mondiale de la Team Europe face à la Covid-19, plus de 600 millions de fonds de l'UE ont été redirigés vers des mesures de réponses digitales pour appuyer les pays partenaires pour construire des réponses à long terme de leur environnement socio-économique. Avec 20% de son plan de relance de nouvelle génération consacré à la transition numérique, dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel, l'UE prévoit d'intensifier ses investissements dans les partenariats numériques avec l'Afrique.

Enabel prend part à deux programmes de riposte Covid-19 financés par l'UE qui ont démarré entre fin 2020 et mi-2021.

L'agence s'est, notamment, associée au programme ACP-UE de réponse numérique à la crise Covid-19 élaboré début 2021 et doté d'un budget de 15,4M d'euros (dont 2,250M d'euros seront mis en œuvre par Wehubit) et visant à développer l'accès à la connectivité et les usages numériques dans les domaines de l'éducation, la santé et la résilience économique des PME afin de permettre à ces derniers de poursuivre leurs activités²⁰. Enabel est chargée de la mise en œuvre de ce projet, coordonné par l'AFD et interviendra notamment via des activités d'assistance technique et subventions aux partenaires au Sénégal (financement de connectivité internet dans des zones rurales, renforcement des capacités et actions de formation au sein d'infrastructures de santé et de TPME notamment). Wehubit a lancé un appel à propositions spécifiquement sur l'utilisation des technologies de l'éducation pour améliorer la qualité et assurer la continuité de l'enseignement et de l'apprentissage en temps de pandémie. Il permettra également d'étendre le réseau de partage de connaissances mis en place par Wehubit aux autres partenaires du programme ACP-UE mis en œuvre par l'AFD et Enabel.

Enabel prend aussi part **au projet ResiCOdi** (*Resilience to COVID-19 through digitalisation in East and Central Africa*, coordonné par Enabel en collaboration avec la GIZ) dont l'objectif est d'atténuer l'impact de la pandémie de Covid-19 dans la région de l'Afrique orientale, australe et de l'océan Indien. Le projet couvre l'Afrique de l'Est, l'Afrique australe et l'Océan Indien, plus précisément les pays suivants : Botswana, Burundi, République

²⁰ Ce programme est doté de 3 composantes principales : (i) Amélioration des services de connectivité pour les bénéficiaires cibles afin d'améliorer leur capacité à fournir des services pendant la crise Covid-19, (ii) Appui au renforcement des services digitaux pour améliorer la continuité et la qualité des services éducatifs et de santé, (iii) Appui à la transformation digitale des TPMEs pour soutenir la continuité de business pendant les pandémies.

démocratique du Congo, Madagascar, Malawi, Namibie, Rwanda et Zambie. Enabel concentre son intervention sur le Burundi, la République démocratique du Congo et le Rwanda.

De façon générale, Enabel a connu une hausse de sollicitations de bailleurs autres que l'Etat belge durant cette période de crise sanitaire : 64% du budget global de riposte est estimé provenir de ces autres bailleurs.²¹

Plus largement, **le renouvellement (en cours) de la programmation pluriannuelle de l'UE régionale et dans des pays d'interventions de la coopération belge** peut ouvrir la voie à de nouvelles Initiatives Team Europe dans le domaine du D4D.

Au niveau pays, des articulations avec d'autres acteurs ont aussi été observées. Par exemple, en Ouganda, un partenariat **d'Enabel avec l'opérateur téléphonique** du secteur privé (MTN) a été mis en place (téléchargement pour les élèves de leçons sans consommation de données mobiles). Des webinars ou réunions en-ligne ont aussi été mis en place avec d'autres bailleurs, par exemple en lien avec le secteur de l'éducation. D'autres possibilités de synergies sont possibles concernant le TTE project dans ce même pays, que ce soit au sein même d'Enabel (tous les autres projets de digitalisation et e-learning notamment, et de genre) ou avec des partenaires externes : Unesco (Teacher Policy, Digital Agenda), VVOB (projet VVOB Education for Development dans le domaine de l'agriculture), la Banque mondiale (Secondary Education project).

2.3.2. Réponse aux besoins des pays partenaires

Sur la base des approfondissements pays réalisés, les interventions D4D de la coopération belge semblent avoir répondu en grande majorité aux besoins de ces mêmes pays.

En Ouganda, le TTE project a répondu à un besoin important d'apprentissage à distance pour les étudiants concernés qui, en l'absence de cours en présentiel, étaient susceptibles de décrocher du programme et d'être temporairement déscolarisés. Ce projet s'inscrit dans la réponse stratégique de l'Ouganda à la crise Covid-19 qui s'est majoritairement fondée sur la digitalisation de l'éducation et qui a accordé une place prépondérante à ce dernier secteur dans la riposte : la nécessité de mettre en place et d'encourager l'apprentissage à distance a ainsi été fortement soulignée dans un discours ministériel²², signe de l'importance stratégique de ce secteur. Le TTE project est donc aligné avec les stratégies et actions mises en place au niveau national et ce faisant répond à un réel besoin, ce dernier étant d'autant plus important au vu de la difficulté pour un pays comme l'Ouganda de mettre en place des actions de digitalisation (manque de moyens, carence d'équipements informatiques, etc). Au-delà de la simple riposte à la crise sanitaire, le TTE project a vocation à répondre à des besoins plus globaux du pays via l'atteinte de plusieurs ODD, notamment l'ODD 4 « Education de qualité » via ses deux sous-composantes 4.3 « Egalité homme-femme dans l'accès à une éducation tertiaire » et 4.C « Augmenter le nombre d'enseignants qualifiés ».

Au Sénégal, le projet PARERBA (Projet d'Appui à la Réduction de l'Emigration Rurale dans le Bassin Arachidier), visant à soutenir l'entrepreneuriat rural des jeunes dans les chaînes de valeur agro-alimentaires, a adapté ses séances de coaching en présentiel via l'élaboration d'une plateforme numérique diffusant des formats adaptés de ces mêmes

²¹ Evaluation de la riposte d'Enabel à la pandémie de Covid-19 Principaux enseignements, Enabel-Cota, décembre 2020

²² « I recognize and appreciate the efforts of some of the Universities, schools and other citizens including the Buganda Kingdom to keep learners engaged through e- learning systems, Televisions and Radios. I, however, note that it is benefiting a small percentage of our learners and is not effectively coordinated. We will send out a harmonized continuous learning programme for all Primary and Secondary school learners to all LGs and Association of Secondary Schools Headteachers of Uganda (ASSHU) where selected teachers will use Local Radios which can be accessed by most learners and TVs where possible." Education Minister Janet Museveni avril 2020

coachings. Ce projet répond aux besoins du pays et des bénéficiaires du projet non seulement en termes de continuité d'apprentissage mais également en termes d'adaptation au contexte local : la plateforme est disponible à la fois sur ordinateur et smartphone et dispose d'une double version linguistique, à la fois en français et en wolof (notamment parlé dans les zones rurales ciblées). L'outil a également été calibré afin de répondre aux spécificités locales : il est facile d'utilisation (ne nécessitant pas de grandes connaissances en informatique) et n'a besoin que d'une faible connexion internet, le rendant ainsi accessible même en zones rurales.

2.3.3. Impact et durabilité des effets liés à la crise

La question de la pérennisation des nouvelles composantes digitales voire des interventions entièrement digitalisées convient d'être posée dans la mesure où ces dernières ont été créées en réponse à un contexte spécifique. Dans la plupart des cas et des secteurs étudiés, les outils et activités digitales mis en place semblent néanmoins avoir vocation à perdurer dans le temps et ce même au-delà du contexte de crise sanitaire. A défaut de se voir pleinement inscrite dans les stratégies en construction des acteurs rencontrés (ce qui est toutefois parfois le cas), la digitalisation constitue sinon un axe majeur de ces prochains cadres stratégiques du moins un axe transversal d'importance et ce faisant s'installe dans une dynamique de pérennisation.

Cela semble toutefois moins valable dans le cas de domaines précis comme l'Education à la Citoyenneté mondiale, où le présentiel et les relations humaines sont au cœur des actions de sensibilisation et de formation et où les outils et activités numériques, s'ils ne sont pas condamnés à disparaître à terme, seront intrinsèquement liés aux activités présentiels afin de proposer **un modèle hybride** plus adéquat aux enjeux et caractéristiques de ce secteur particulier.

Focus Education à la Citoyenneté mondiale et durabilité des actions digitales : vers un modèle hybride mêlant présentiel et digital

– L'Education à la Citoyenneté mondiale, et plus globalement l'éducation, constituent des domaines particuliers où le digital se heurte à des limites liées à la nature même de ces secteurs d'activité. L'éducation fonde en effet l'entière de son système sur l'existence de relations humaines et de transmission de savoir en présentiel entre des professeurs et étudiants. Ainsi, si le digital constitue un outil indispensable et fort utile en cas de crise et nécessité de distanciel (via des cours en ligne, des plateformes d'e-learning, des communautés de pratiques pédagogiques etc), il ne semble pas pouvoir être une solution de long-terme pour plusieurs raisons :

- ▶ Les cours en présentiel restent plébiscités par les professeurs dont la plupart met au cœur de leur métier les notions d'échange, d'interactions et de transmission avec leurs élèves, notions certes encore possible via le digital mais comme « mécanisées » et en mode dégradé. L'acceptabilité de ce type d'outils numériques par les professeurs n'est donc pas à inscrire sur le long-terme, étant parfois en contradiction avec la vocation même d'enseignant.
- ▶ Les professeurs ainsi que les étudiants se heurtent très vite dans le domaine de l'éducation à la notion de « fatigue digitale », cette dernière se caractérisant par une perte de concentration plus rapide qu'en présentiel et nécessitant des formats de formation adaptés au digital (durée réduite, dynamisme et renouvellement fréquent des outils numériques pédagogiques utilisés).

Du fait de ces limites, le domaine de l'éducation semble donc vouloir privilégier par la suite une approche nuancée en matière de digital ou du moins mixte, tirant partie des avantages du digital en matière de dynamisme pédagogique sans

tomber toutefois dans le tout numérique afin de conserver une approche centrée sur les relations humaines.

Cependant, si ces interventions D4D ont été créées dans un contexte spécifique de riposte à la crise sanitaire, il n'en reste pas moins **qu'elles contribuent plus généralement au développement des pays cibles de la coopération belge via leur inscription dans plusieurs ODD**. Les actions numériques peuvent en effet apporter à un appui aux 17 ODD existants, avec un focus plus ou moins prononcé sur l'un de ces derniers en fonction du projet concerné : ODD 3 « Bonne santé et bien-être » pour la e-Health, ODD 4 « Education de qualité » pour les d'activités d'e-learning, ODD 8 « Travail décent et croissance économique » pour la finance digitale et l'inclusion financière via des outils types mobile money, ODD 9 « Industrie, innovation et infrastructure » pour toutes les innovations digitales, etc.

Tableau 1 Exemple d'inscription d'interventions D4D dans les ODD

ACG				
TTE project (Ouganda, Enabel)				
PARERBA (Sénégal, Enabel)				
ACNG				
Rikolto (Ouganda, livraison à domicile de produits alimentaires)				 
VVOB (Ouganda, formation en ligne de cours d'agriculture)				
BarefootLaw (Ouganda- Wehubit, plateforme d'aide aux services légaux)				

Source : Revue documentaire

Les interventions D4D réalisées par la coopération belge en temps de crise Covid-19 ont donc vocation à s'inscrire dans une logique d'impact de longue durée au-delà des résultats immédiats découlant de la nécessité de riposte rapide. Cette pérennisation des impacts ne sera néanmoins possible qu'avec **un travail de réflexion** quant à l'évolution potentielle des interventions en fonction des dynamiques du retour à la normale des contextes nationaux. Chaque intervention D4D devra être analysée au cas par cas et l'impact de sa digitalisation évalué de manière prospective à l'aide d'outils tels que des SWOT (matrice *Strenghts, Weaknesses, Opportunities, Threats*), qui seront à même de faire un bilan et de distinguer les dynamiques à suivre en termes de développement et d'évolution des interventions (si évolution il y a). L'usage du digital reste pleinement justifié dans la plupart des cas mais nécessite d'être évalué régulièrement afin de ne pas tomber dans le travers de « faire du digital pour faire du digital ».

La pérennisation des interventions D4D sera également **fonction du degré d'intégration de ce dernier ainsi que de la nature de son utilisation** : un programme ayant eu recours à la digitalisation dans le seul but de continuer ses activités et n'ayant pas capitalisé

par la suite ni innové dans ce domaine sera ainsi moins susceptible de pérenniser l'usage du digital dans le futur. Inversement, un programme ayant investi et exploré plus en profondeur les potentialités du digital sera plus à même de conserver partiellement voire totalement certaines de ses activités digitalisées.

De manière générale, **les acteurs rencontrés sont plutôt optimistes quant à la pérennisation des interventions D4D** dans le cas d'un retour à la normale : l'intégralité des répondants aux enquêtes à destination des acteurs de la coopération gouvernementale et non gouvernementale estime que ces interventions resteront justifiées et auront vocation à perdurer.

Quelques pistes ont été évoquées dans ces mêmes enquêtes quant aux moyens de renforcer le suivi et la durabilité des interventions D4D : pour les acteurs de la coopération gouvernementale, il s'agit avant tout de mettre en place le même système de suivi et d'avoir les mêmes exigences pour les programmes D4D que pour les autres programmes. Des analyses complémentaires ont également été préconisées, comme l'extraction de davantage de données terrain afin de procéder par la suite à une évaluation d'impact en fonction des objectifs définis. Pour les acteurs de la coopération non gouvernementale, cela passe surtout par un allongement des durées des projets D4D et une meilleure capitalisation des expériences via un apprentissage transversal entre différents projets et domaines de projets.

Enfin, un facteur de durabilité réside aussi dans le fait que les politiques nationales de beaucoup de pays partenaires de la coopération belge ont adopté une vision de transformation digitale, qui aura un impact important positif sur la pérennité des projets D4D, incluant des projets focalisés sur la digitalisation.

2.4. Moyens mobilisés et coordination en matière de D4D (efficience)

Q12 : La crise Covid-19 a-t-elle nécessité un investissement additionnel lié au D4D ?

Q13 : Le cas échéant, lesquels ? Sont-ils justifiés ? (value for money, durabilité de l'investissement)

Principaux constats et conclusions

- ▶ **Peu de fonds additionnels** ont été mobilisés. Des réallocations de fonds ont surtout eu lieu en réponse D4D à la crise Covid-19.
- ▶ Le traçage des opérations liées à la Covid-19 et au D4D est incomplet.
- ▶ L'absence d'un dispositif inter-acteurs de la coopération belge de suivi de la réponse liée à la Covid-19 y compris en matière de D4D est à relever.
- ▶ Les interventions D4D réalisées par la coopération belge en temps de crise Covid-19 ont vocation à s'inscrire dans **une logique d'impact de longue durée au-delà des résultats immédiats découlant de la nécessité de riposte rapide**. Cette pérennisation ne sera néanmoins possible qu'avec un travail de réflexion quant à l'évolution potentielle des interventions en fonction des dynamiques du retour à la normale des contextes, y compris en requestionnant le bien-fondé du recours au D4D.

Peu de fonds additionnels mobilisés, surtout des réallocations de fonds en réponse D4D à la crise Covid-19

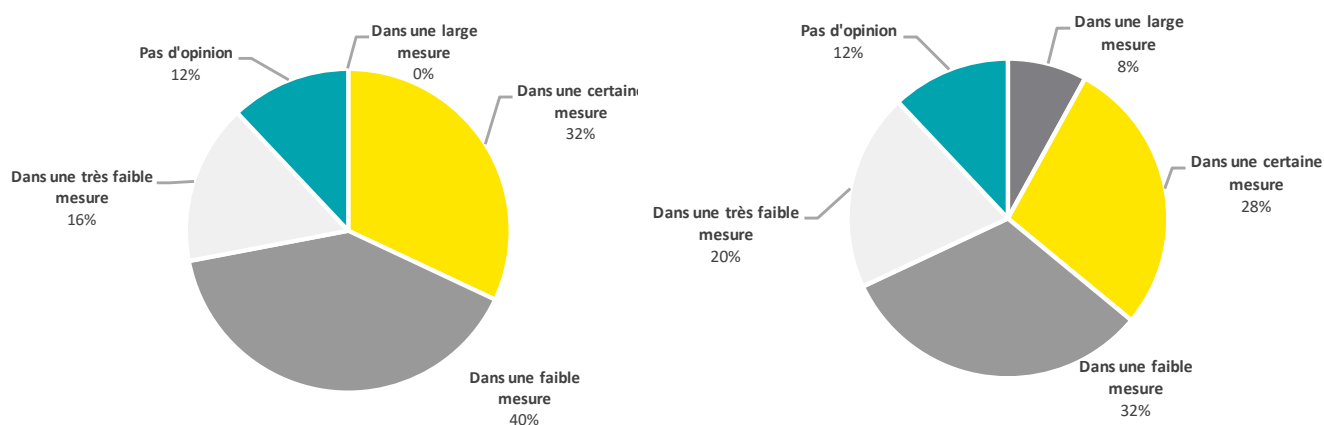
Peu d'opérations (seules 2 ont été engagées pour 13,5 M€) sont recensées dans la base PRISMA avec des marqueurs à la fois en lien avec la crise Covid-19 et le Digital for Development.

Plus largement les entretiens, combinés aux études de cas, ont laissé apparaître que plutôt des fonds additionnels, la réponse à la Covid-19, incluant une composante digitale ou spécifiquement focalisée sur le digital, s'est traduite dans une large mesure par des réallocation de fonds.

Concernant la DGD, cette situation s'explique, en particulier, du fait du contexte de transition gouvernementale qui a compliqué la formulation de nouveaux engagements. La DGD a quant à elle permis à Enabel dans le cadre de sa riposte à la Covid-19 et afin d'adapter ses interventions en cours de réallouer ses budgets à la riposte Covid-19 dans une limite de 1% du portefeuille qui était en cours en 2020, ce y compris dans le domaine du D4D.

Cette faible mobilisation de moyens additionnels se retrouve dans les résultats de l'enquête à destination des acteurs de la coopération gouvernementale, que ce soit sur le volet purement financier ou de ressources humaines. En effet, plus de la moitié des acteurs de la coopération gouvernementale estime que la réponse financière de la coopération belge en matière de D4D a été faible ou très faible, contre 8% seulement qui la juge pleinement suffisante. L'insuffisance de moyens alloués se retrouve de façon accrue concernant les ressources humaines, puisque 56% des répondants à la même enquête estime que la réponse de la coopération belge dans ce domaine n'a été que peu voire très peu suffisante, et aucun répondant n'a jugé qu'elle avait été pleinement suffisante.

Figure 7 « Dans quelle mesure la réponse financière (à gauche) / les moyens humains (à droite) de la coopération belge en matière de D4D vous paraissent-ils suffisants en temps de crise Covid-19 ? (Q32 et Q34, 25 répondants) »

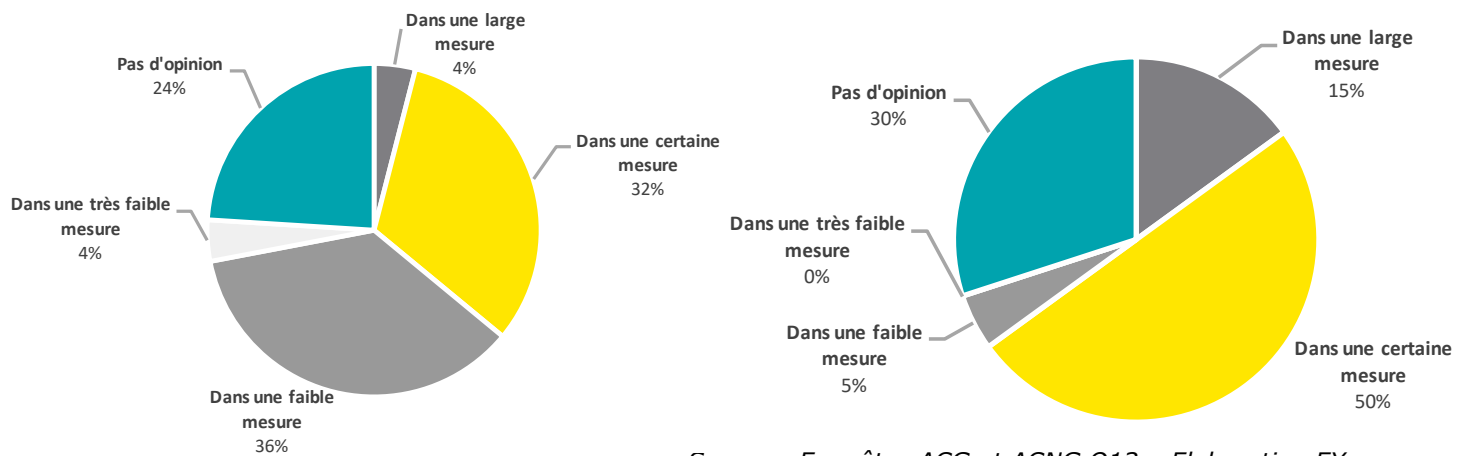


Source : Enquête ACG -Elaboration EY

Concernant les acteurs de la coopération non gouvernementale, ces derniers ne se sont pas prononcés pour plus de la moitié d'entre eux (53% et 57% respectivement pour les mêmes questions). L'autre moitié s'étant prononcé se répartit de façon assez égale entre suffisance et insuffisance de la réponse financière de la coopération, et concernant les ressources humaines estime pour 33% d'entre eux que les moyens humains ont été largement ou relativement suffisants.

La même tendance de réserve accentuée de la part des acteurs de la coopération gouvernementale se retrouve en ce qui concerne la value for money, c'est-à-dire l'atteinte des résultats à moindre coût : tandis que 65% des acteurs de la coopération non gouvernementale estime que l'usage du digital a eu une très bonne ou une bonne value for money, ce n'est le cas que pour 36% des acteurs de la coopération gouvernementale, le restant de ces derniers ne se prononçant pas (24%) ou juge la value for money faible ou très faible (40%)

Figure 8 "Dans quelle mesure l'usage du digital permet d'atteindre des résultats et d'atténuer des effets à moindre coût en temps de crise Covid-19 (value for money) ? » Q35 (coopération gouvernementale à gauche 25 répondants, coopération non-gouvernementale à droite 20 répondants)



Source : Enquêtes ACG et ACNG Q13 – Elaboration EY

Un traçage des opérations liées à la Covid-19 et au D4D incomplet

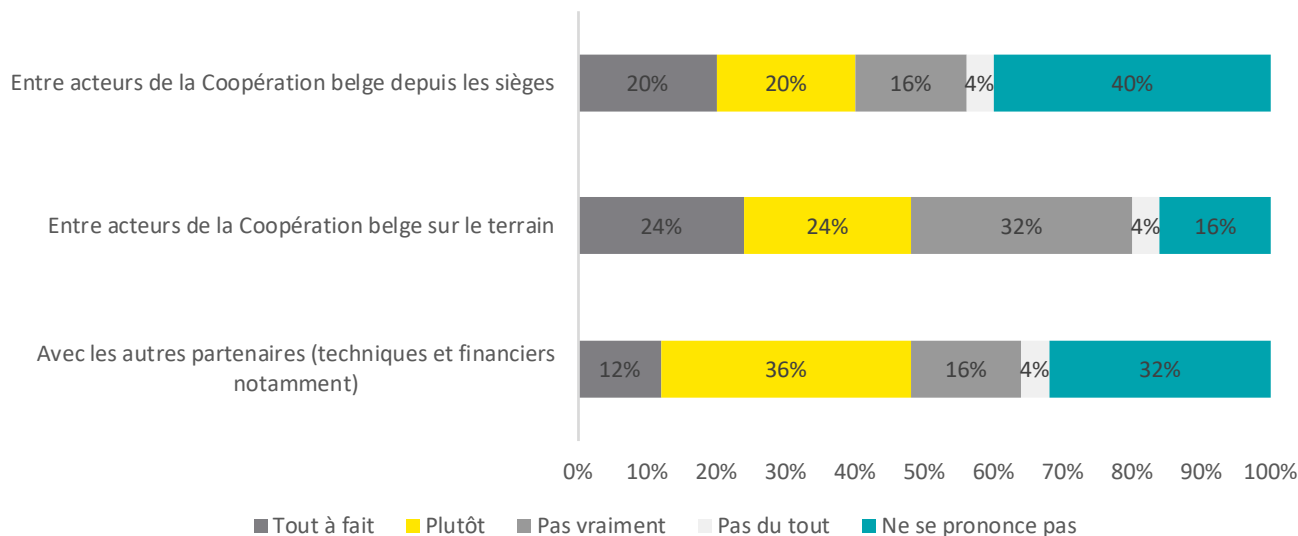
L'analyse de la base PRISMA laisse apparaître que le traçage d'opérations liées à la Covid-19 incluant une composante D4D ou spécialement dédiée au D4D n'est pas complet, ce qui rend difficile l'analyse coût-efficacité.

L'absence d'un dispositif inter-acteurs de la coopération belge de suivi de la réponse liée à la Covid-19 y compris en matière de D4D

L'étude constate également qu'aucun dispositif inter-acteurs n'a été mis en place pour réaliser un suivi de la réponse apportée par la coopération Belge en temps de la Covid-19, y compris à travers le D4D.

La crise sanitaire semble avoir eu des impacts au niveau des échanges entre les différents acteurs de la coopération au développement au sujet du digital que dans une certaine mesure. Ainsi, d'après l'enquête réalisée auprès des acteurs de la coopération gouvernementale, le dialogue inter-acteurs au sujet du digital ne s'est trouvé renforcé dans ce contexte de crise que dans 45% des cas, indifféremment des acteurs. Le renforcement le plus important concerne le dialogue entre acteurs de la coopération belge sur le terrain : un quart des répondants estime que les échanges entre ces acteurs ont été pleinement renforcés par la crise, contre 20% pour le dialogue entre acteurs de la coopération depuis les sièges et 12% seulement avec les autres partenaires. Une minorité seulement de répondants estime que la crise n'a pas entraîné du tout un accroissement des échanges concernant le numérique (4% pour chaque catégorie d'acteur). Ces résultats sont toutefois à nuancer au vu du nombre parfois important de répondants ne s'étant pas prononcés (entre 16% et 40%), ce qui implique que si renforcement ou coordination il y avait, ces derniers n'ont pas été suffisamment visibles.

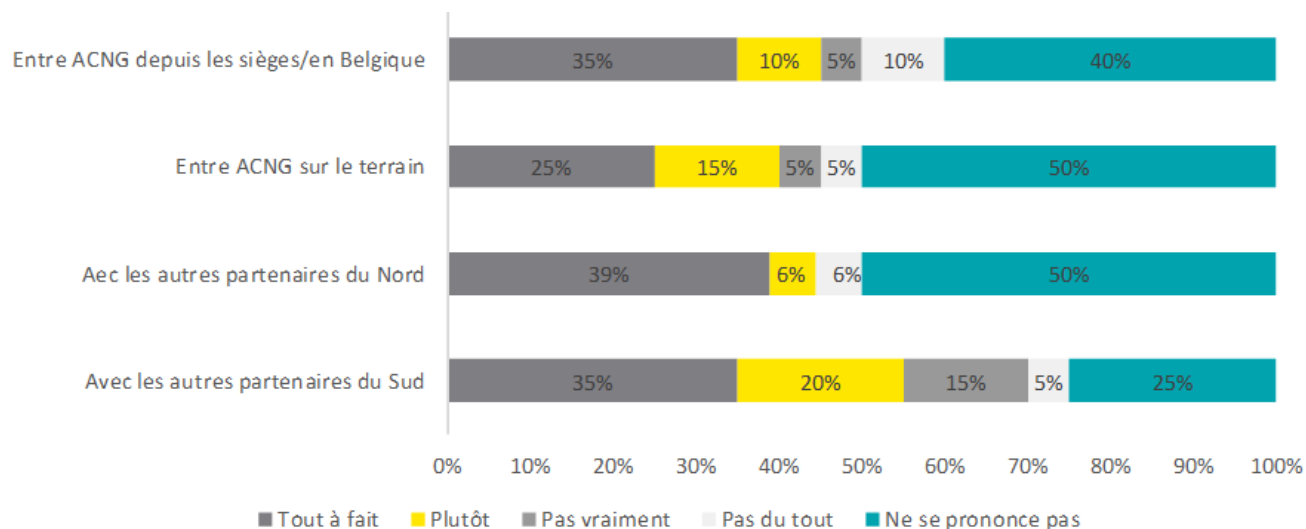
Figure 9 "Dans quelle mesure la crise Covid-19 a-t-elle renforcé les échanges et le dialogue entre les différents acteurs de la coopération au développement autour du digital dans les interventions et projets ?" (Q37, 25 répondants)



Source : Enquête ACG – Elaboration EY

L'absence de visibilité quant au renforcement du dialogue inter-acteurs se retrouve de façon plus prononcée encore chez les acteurs de la coopération non gouvernementale : entre 40% et 50% des répondants ne se prononcent pas, exception faite du dialogue spécifique entre partenaires du Sud qui a été beaucoup plus identifié (25% de répondants seulement ne se prononcent pas). Néanmoins, la part de répondants ayant constaté un fort renforcement chez les personnes s'étant prononcées est plus importante comparativement aux acteurs de la coopération gouvernementale : ainsi, parmi les personnes ayant exprimé une opinion, entre 25% et 39% ont pleinement indiqué avoir observé un renforcement des échanges. Les acteurs de la coopération non gouvernementale semblent avoir une opinion plus tranchée que leurs collègues de la coopération gouvernementale lorsque cette dernière est exprimée (faible pourcentage de personnes ayant « plutôt » ou « pas vraiment » constaté d'accroissement du dialogue). Ce renforcement du dialogue sur le sujet du digital a majoritairement eu lieu avec les partenaires du Sud (dans une moindre mesure ceux du Nord), ainsi qu'entre acteurs depuis les sièges.

Figure 10 "Dans quelle mesure la crise Covid-19 a-t-elle renforcé les échanges et le dialogue entre les différents acteurs de la coopération au développement autour du digital dans les interventions et projets ?" (Q37, 20 répondants)



Source : Enquête ACNG – Elaboration EY

Les répondants aux enquêtes administrées évoquent quelques pistes d'amélioration du dialogue et d'animation des sujets D4D : l'utilisation d'outils de communication simples et usités de tous, ainsi que l'organisation d'événements réguliers.

3. Conclusions et leçons apprises

3.1. Conclusions spécifiques à l'étude

L'étude aboutit à **plusieurs conclusions et enseignements** :

1) Au niveau des effets de la crise sur les interventions D4D

De façon transversale, la crise Covid-19 a eu des impacts notamment en termes de rythme d'exécution des projets qui ont en grande majorité été retardés, voire temporairement suspendus, aussi bien pour les acteurs de la coopération gouvernementale et non gouvernementale.

Dans cette période, elle a accentué l'usage du digital par ces acteurs, mais cette accentuation de l'intégration du D4D ne s'est pas opérée de manière uniforme et homogène parmi eux. Le digital a été crucial dans la réponse à la crise sanitaire car il a permis pour certains programmes une poursuite d'activités mais également l'expression d'une créativité au service du développement qui n'aurait pas eu l'occasion de se développer d'une telle façon en temps normal.

La mobilisation accrue du digital s'est effectuée au profit essentiellement du renforcement du capital humain, et la création et/ou l'utilisation d'outils digitaux, aussi bien pour des projets déjà existants et intégrant une dimension digitale que pour de nouvelles activités.

2) Au niveau de la prise en compte du digital dans la réponse stratégique de la coopération belge face à la crise Covid-19

Le D4D a été pris en compte de manière limitée dans les réponses stratégiques de la DGD, mais de façon plus importante par Enabel via notamment une note spécifique « Digital for Development COVID Response Enabel » élaborée en mai 2020.

Les pays récipiendaires ont adopté des réponses digitales stratégiques différentes en fonction de leur contexte national. Beaucoup de pays partenaires ont adopté une vision de transformation digitale. Néanmoins, la tendance générale des ripostes des pays récipiendaires est à la priorisation du secteur de la santé par rapport aux autres secteurs (économique, notamment). La riposte au niveau des pays d'intervention de la coopération belge s'est opérée au cas par cas mais va vers une tendance globale de plus fort recours au D4D.

De nombreuses opportunités ont émergé dans le contexte de la crise sanitaire, aussi bien au sein des pays récipiendaires à travers un recours croissant au digital (renforcement de la dynamique de numérisation, adoption croissante d'une vision digitale, émergence et adoption de nouvelles solutions digitales, effet catalyseur de certains domaines comme la finance digitale), qu'en matière de D4D pour la coopération belge (accroissement du dialogue, nouveaux partenariats, abaissement de coûts, levées de fonds numériques).

La nature et l'importance de ces opportunités diffèrent cependant en fonction des secteurs d'activité où la valeur ajoutée du digital peut s'exprimer plus (éducation) ou moins nettement.

Cependant, l'intégration croissante du digital dans les interventions D4D comporte des risques à la fois existants qui se sont accentués (ex : environnementaux) et d'autres

émergents, notamment sociaux (ex : exclusion de certains publics et de Leave No One Behind) et politiques (atteinte à l'accès à internet sur décision politique), liés aux effets du confinement, de sur-offre et sur-sollicitations digitales, de fatigue digitale liée à la surexposition aux outils digitaux. Le digital ne permet, de surcroît, pas pleinement d'atténuer les effets de la crise.

3) Au niveau des interventions D4D dans la réponse à la crise

Des articulations externes ont été constatées face au (ou en temps de la) crise Covid-19, surtout au niveau européen, par exemple dans le cadre de l'Initiative Team Europe. Au niveau pays, des articulations avec d'autres acteurs ont aussi été observées sous différentes formes (webinars, partenariat).

Sur la base des approfondissements pays réalisés, les interventions D4D de la coopération belge semblent avoir répondu en grande majorité aux besoins de ces mêmes pays.

L'intérêt de commencer dès maintenant à réfléchir à l'évolution de la stratégie de digitalisation des programmes (pérennisation totale, partielle, etc) afin d'optimiser ses impacts sur le long terme et d'anticiper au maximum les caractéristiques d'un retour à la normale. Dans la plupart des cas et des secteurs étudiés, les outils et activités digitales mis en place semblent néanmoins avoir vocation à perdurer dans le temps et ce même au-delà du contexte de crise sanitaire. La digitalisation constitue sinon un axe majeur de ces prochains cadres stratégiques du moins un axe transversal d'importance et ce faisant s'installe dans une dynamique de pérennisation.

4/ Au niveau des moyens mobilisés

Peu de fonds additionnels ont été mobilisés. Des réallocations de fonds ont surtout eu lieu en réponse D4D à la crise Covid-19. Le suivi des opérations liées à la Covid-19 et au D4D est incomplet. L'absence d'un dispositif inter-acteurs de la coopération belge de suivi de la réponse liée à la Covid-19 y compris en matière de D4D est à relever. Un besoin de plus de souplesse dans les procédures administratives de Enabel a été exprimé y compris dans des projets avec une composante digitalisation, afin de réduire les étapes liées à la prise de décision (achats de matériel, réorientation d'objectifs, marchés publics)

3.2. Conclusions partagées avec la précédente évaluation D4D

Au terme de l'étude, certaines conclusions soulignées lors de la précédente évaluation de la note stratégique D4D de la coopération belge persistent. Parmi elles, un enjeu d'identification des champs d'action prioritaires, domaines d'excellence ou niche à privilégier demeure, en particulier dans la réponse à la Crise Covid-19 et au-delà.

Des débats continuent à émerger dans cette période, y compris sur des sujets transverses, liés au Leave No One Behind (incluant la dimension genre) ou à l'impact sur l'environnement d'un recours croissant au D4D. Un besoin d'accompagnement de la stratégie D4D et lors de la riposte persiste aussi au niveau local. Le besoin de plus de concertation entre acteurs de la coopération demeure, y compris en temps de crise Covid-19 sur des sujets D4D.

Enfin, la prise en compte de la durabilité en matière de D4D se pose avec d'autant plus d'acuité dans cette période afin de « reconstruire en mieux » et œuvrer en faveur d'une reprise plus inclusive, résiliente et durable.

4. Recommandations

La présente étude est complémentaire de l'évaluation D4D de la coopération belge au développement. Elle inclut en effet le contexte Covid-19 dans la prise en compte du D4D au niveau stratégique et met l'accent sur des risques qui se sont accentués durant cette crise. En écho aux recommandations de l'évaluation visant à renforcer l'animation autour des sujets D4D ainsi que le suivi, elle souligne, en outre, l'intérêt d'une harmonisation renforcée à travers des initiatives Equipe Europe (Team Europe), lesquels ont émergé face à la Covid-19, tout en préconisant d'améliorer le suivi avec cette fois-ci un prisme lié au contexte Covid-19. Enfin, l'étude suggère d'étudier l'opportunité d'inclure (ou pas) le D4D dans le cadre de stratégies post-Covid-19. Sur la base des conclusions et enseignements, l'étude formule **les recommandations** suivantes :

Recommandation 1 : Renforcer la prise en compte du digital au niveau stratégique pour participer aux efforts de reprise économique, inclusive, durable et résiliente (a minima comme un moyen)

Constats :

- Le D4D a été pris en compte de manière variable dans les réponses stratégiques des acteurs de la coopération belge, au niveau des sièges et pays.
- L'accélération de la transformation numérique (notamment de l'Afrique) peut contribuer à promouvoir une croissance économique plus forte, durable et à réduire la fracture numérique (d'après par exemple la Banque mondiale et les Nations-unies).
- Une « reconstruction en mieux plus inclusive » nécessite de maximiser les effets du D4D tout en limitant ses effets non désirés, notamment en insistant sur l'inclusion digitale et la protection digitale des droits humains²³.

Recommandation : Renforcer la prise en compte du digital au niveau stratégique pour participer aux efforts de reprise économique, inclusive, durable et résiliente (a minima comme un moyen)

Responsable(s)

DGD

Degré de priorité

Moyen

Recommandation 2 : Renforcer la prise en compte des enjeux associés aux risques D4D, notamment liés à l'exclusion digitale (Leave No One Behind), à la dimension genre et aux impacts environnementaux

Constats :

- L'intégration croissance du digital dans les interventions D4D comporte des risques à la fois existants qui se sont accentués (ex : environnementaux) et d'autres émergents, notamment sociaux (ex : exclusion de certains publics et de Leave No One Behind) et politiques (atteinte à l'accès à internet sur décision politique), liés aux effets du confinement, de sur-offre et sur-sollicitations digitales, de fatigue digitale liée à la surexposition aux outils digitaux.

²³ Source : [A new consensus for the post-Covid19 world: Building Back Better Inclusively - Paris Peace Forum](#)

Recommandation : Renforcer la prise en compte des enjeux associés aux risques D4D, notamment liés à l'exclusion digitale (Leave No One Behind), à la dimension genre et aux impacts environnementaux

Renforcer cette prise en compte au niveau stratégique, opérationnel et dans l'agenda européen

Responsable(s)

DGD-Enabel
ACNG

Degré de priorité

Elevé

Recommandation 3 : Identifier des opportunités (Initiatives Team Europe) à venir dans le cadre de la future programmation pluriannuelle de l'UE (régionale et au niveau de pays) dans des domaines géographiques prioritaires de la coopération belge

Constats :

- Le renouvellement (en cours) de la programmation pluriannuelle de l'UE régionale et dans des pays d'interventions de la coopération belge peut ouvrir la voie à de nouvelles Initiatives Team Europe dans le domaine du D4D.

Recommandation : Identifier des opportunités (Initiatives Team Europe) à venir dans le cadre de la future programmation pluriannuelle de l'UE (régionale et au niveau pays) dans des domaines géographiques prioritaires de la coopération belge

Responsable(s)

DGD-Enabel

Degré de priorité

Moyen

Recommandation 4 : Renforcer les modalités de suivi de la réponse digitale en temps de la Covid-19

Constats :

- Le suivi des opérations liées à la Covid-19 et au D4D est incomplet.
- L'absence d'un mécanisme inter-acteurs de la coopération belge de suivi de la réponse liée à la Covid-19 y compris en matière de D4D est à relever.

Recommandation : Renforcer les modalités de suivi de la réponse digitale en temps de la Covid-19
-Améliorer le suivi des opérations liées au Covid-19
- Prévoir une task force traitant directement ou indirectement la réponse D4D à la crise Covid-19

Responsable(s)

DGD

Degré de priorité

Moyen

Recommandation 5 : prévoir des stratégies post-Covid-19 y compris en considérant le bien-fondé ou non de l'intégration du D4D

Constats :

- L'intérêt de commencer dès maintenant à réfléchir à l'évolution de la stratégie de digitalisation des programmes (pérennisation totale, partielle) afin d'optimiser ses impacts sur le long terme et d'anticiper au maximum les caractéristiques d'un retour à la normale.

Recommandation : prévoir des stratégies post-Covid-19, y compris en considérant le bien-fondé ou non de l'intégration du D4D

- Identifier des domaines d'excellence et niches prioritaires
- Coupler des appuis dans le renforcement du capital humain au soutien à l'écosystème entrepreneurial (ex : soutenir des formations en ligne, en mobilisant l'appui de startups et entreprises privées dans le secteur)

Responsable(s)

DGD et Cabinet
Acteurs de la coopération
non gouvernementale

**Degré de
priorité**
Elevé

5. Annexes

5.1. Entretiens réalisés en/depuis la Belgique

Organisme	Fonction
Acteurs gouvernementaux	
Service de l’Evaluation de la Coopération belge	Evaluatrice spéciale de la Coopération belge au Développement
	Attaché
SPF Affaires étrangères Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire	Directeur D1 Service géographique
	Chef de l’Unité Appui au Développement du Secteur Privé
	Analyste D4D
	Attaché en appui du D4D
	Directeur D5 Aide Humanitaire et Transitions
Cabinet du Ministre de la Coopération au développement et de la Politique des Grandes villes	Conseiller
	Conseillère D4D
Opérateur	
Enabel	Coordinateur Wehubit
	Coordinateur Education, Training and Employment & Digital for Development
	Digital for Development Manager
	Digital for Development Expert
	Evaluatrice
Autre acteur	
BIO	Business Development Support Fund Coordinator
Société civile, secteur privé et autres	
ONG Federatie	Directeur
ACODEV	Directeur
Fiabel	Attaché

5.2. Entretiens réalisés dans le cadre des approfondissements

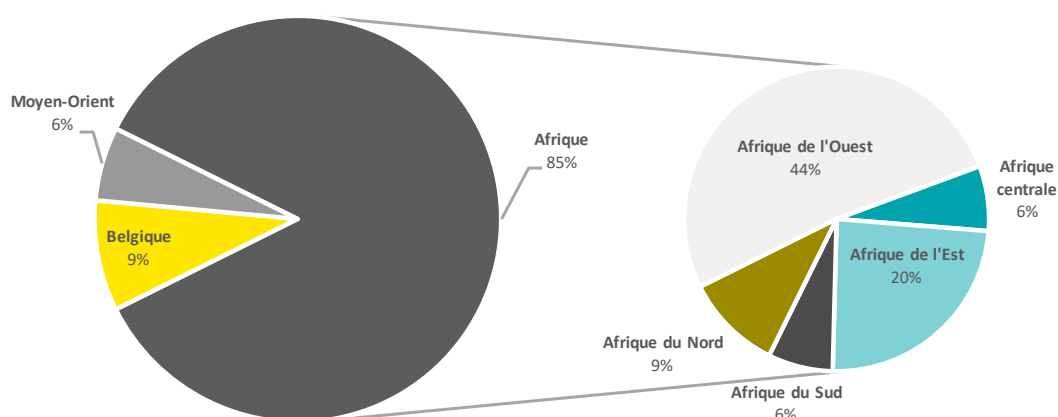
Organisme	Fonction
Ouganda	
Acteurs gouvernementaux	
Ambassade de Belgique en Ouganda	Chef Coopération au Développement
	Attaché Coopération au Développement
Enabel	Expert D4D
Acteurs non gouvernementaux	
Focus Group ACNG	Directeur régional Rikolto Afrique de l'Est Manager Programmes VSF Belgique Chargée de mission Trias Coordinateur Pays Trias Représentant Protos Directeur Pays Fort Portal VVOB Education for Development VVOB Education for Development Manager Programmes Africalia Junior Expert Humanitarian Inclusion
Sénégal	
Acteurs gouvernementaux	
Ambassade de Belgique en Sénégal	Premier Secrétaire & Chef de Coopération
Enabel	Représentante Enabel
	Manager Portfolio
	Experte Internationale en Digitalisation
Acteurs non gouvernementaux	
Focus Group ACNG et autres	Représentant pays Broederlijk Delen Délégué général Wallonie-Bruxelles
Education à la citoyenneté mondiale	
Acteurs gouvernementaux	
DGD	Chef de service D3.1. Education au développement
Enabel	Responsable Communication et Gestion des connaissances (Annoncer la Couleur)
Acteurs non gouvernementaux	

Organisme	Fonction
Centre national de coopération au développement 11.11.11.	Responsable du département Campagne et mobilisation
Entraide et Fraternité	Responsable Communication et fundraising Directeur du département Education

5.3. Analyses des profils de répondants aux enquêtes

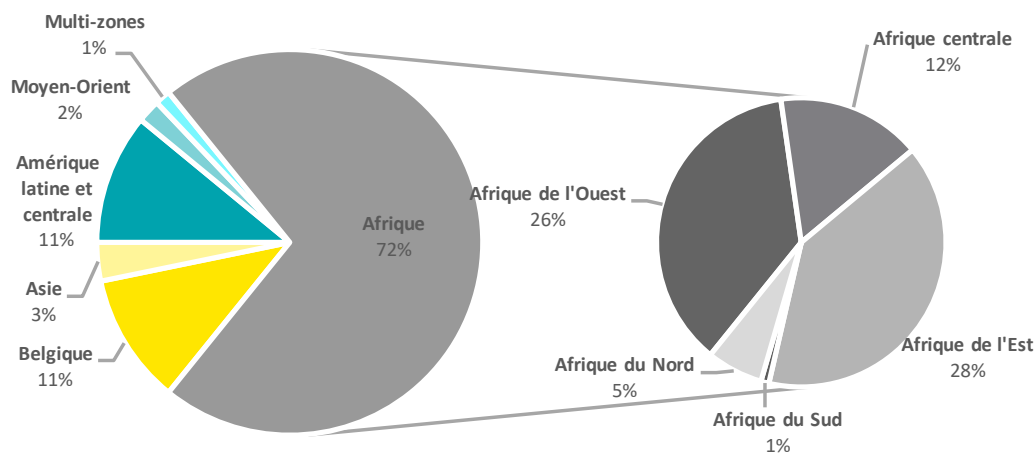
Enquête Acteurs de la coopération gouvernementale

Nombre de répondants	47 répondants • 27 en français (60%) • 18 en néerlandais (40%) • 2 NA
Taux de réponse/ d'attrition (hors champs libres)	• Pour les répondants en français : un taux de réponse autour de 65%-74% sauf questions ponctuelles (Q22 : 41%, Q41 26% consistant en les recommandations) • Pour les répondants en néerlandais : risque d'attrition assez élevé : Q1 83% de réponse, Q3 56%, Q7 39% puis stabilisation à 39% (sauf questions ponctuelles : 17% de réponse pour la question concernant les leçons tirées de la crise)
Répartition en fonction des institutions/organisations	• 33% des répondants travaillent pour la DGD (30% en tant que Chef ou Attaché de coopération en Ambassade) • 17% pour Enabel (3% collaborateur à Bruxelles, 14% représentant dans un bureau de représentation) • 41% sont des collaborateurs locaux dans un/des intervention(s) D4D • 11% autres
Origine géographique	



Enquête de la coopération non-gouvernementale

Nombre de répondants	61 répondants • 32 en français (52%) • 8 en néerlandais (13%) • 19 en anglais (31%) • 2 NA
Taux de réponse/ d'attrition (hors champs libres)	• Pour les répondants en français : a assez important sur les premières questions : Q1 81% de taux de réponse, Q4 44% puis stabilisation autour de 32% (sauf questions ponctuelles : Q42 13% consistant en les recommandations) • Pour les répondants en néerlandais : taux d'attrition élevé : 4 répondants sur 8 à la Q1, 1 répondant jusqu'à la Q19 (soit 13% de taux de réponse moyen) puis 0 sur le reste du questionnaire • Pour les répondants en anglais : taux de réponse moyen entre 63% et 74% sans constatation de réel taux d'attrition
Répartition en fonction des institutions/organisations	• 77% des répondants travaillent dans une OSC (63% dans une OSC intervenant dans un pays du Sud) • 12% pour un acteur institutionnel (intervenant en Belgique 2%, intervenant dans un ou plusieurs pays du Sud 10%) • 2% pour une Fédération ou Coupole d'acteurs • 8% autres
Origine géographique	





ROYAUME DE BELGIQUE

Service public fédéral
Affaires étrangères,
Commerce extérieur et
Coopération au Développement



Belgique

partenaire du développement